



N° 2019-7 - Décembre 2019

données provisoires

Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2018

Données du Réseau d'Information Comptable Agricole

Alice Lorge - Nicolas Devauvre

*SSP – Bureau des Statistiques sur les Productions et les Comptabilités
Agricoles*



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2018

Données du Réseau d'Information Comptable Agricole

Service de la statistique et de la prospective

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation – MAA

Rapport annuel RICA 2018 - Méthodologie

Le RICA et le champ couvert

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations technico économiques. En France métropolitaine, **le RICA couvre le champ des exploitations générant une production brute standard (PBS) supérieure à 25 000 €**. Ces exploitations contribuent à 97 % de la PBS du pays, utilisent 93 % de la surface agricole et 85 % du volume de travail agricole et concernent 65 % de l'ensemble des exploitations agricoles. **L'ensemble des données présentées dans ce rapport sont sur le champ France métropolitaine.**

Données 2018 : données provisoires

Les données 2018 présentées dans ce rapport ont été établies à partir de l'échantillon RICA provisoire, représentant **95 % de l'échantillon définitif du RICA 2018 sur la France métropolitaine** qui sera disponible fin décembre 2019. Les données sont ainsi établies pour ce rapport sur un échantillon de 6 953 exploitations représentant 297 915 exploitations de France métropolitaine.

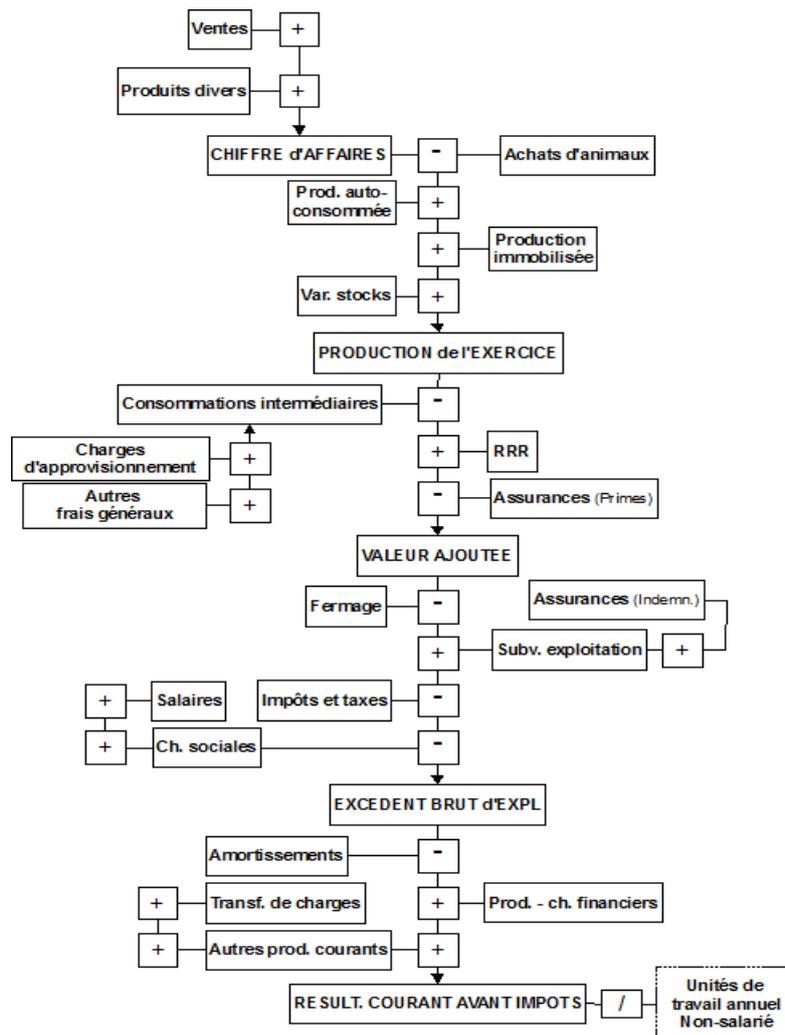
Évolutions 2017-2018

Les évolutions 2017-2018 sont, sauf mention contraire, calculées sur **échantillon constant**, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, **et exprimées en valeurs réelles** (ie. corrigées de l'inflation). Les données 2017 ont pour cela été exprimées en euros de 2018 à l'aide de l'indice du prix du Produit Intérieur Brut (source INSEE). Les séries longues présentent également les valeurs sur l'échantillon complet en euros de 2018 (valeurs réelles).

Pour en savoir plus sur le RICA, voir la rubrique « à propos du RICA » sur [agreste.gouv.fr](http://agreste.agriculture.gouv.fr) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/reseau-d-information-comptable/a-propos-du-rica-978/>

Schéma de construction des indicateurs de résultats



1. Une année 2018 de consolidation des résultats des exploitations agricoles

La production de l'exercice, complétée par les subventions d'exploitations, constitue la quasi-totalité des produits courants de l'exploitation. Cette production (nette des achats d'animaux) est composée, pour l'essentiel, des produits provenant des cultures (produits végétaux, produits horticoles, produits végétaux transformés) et de l'élevage (animaux et produits animaux). Sa variation explique en grande partie celle des résultats de l'exploitation.

En 2018, la production de l'exercice des exploitations agricoles « moyennes et grandes » s'élève à 201 900 € en moyenne, toutes orientations productives confondues, soit une augmentation de 4 % par rapport à 2017. La principale progression concerne la viticulture (+ 17 % par rapport à 2017), après deux années de baisse. La production de l'exercice est en légère hausse ou se stabilise dans la plupart des autres orientations techniques. Seules les exploitations porcines voient leur niveau de production diminuer par rapport à l'année précédente (-7 %), dans un contexte de baisse du prix moyen du porc par rapport à 2017 (Figure 1).

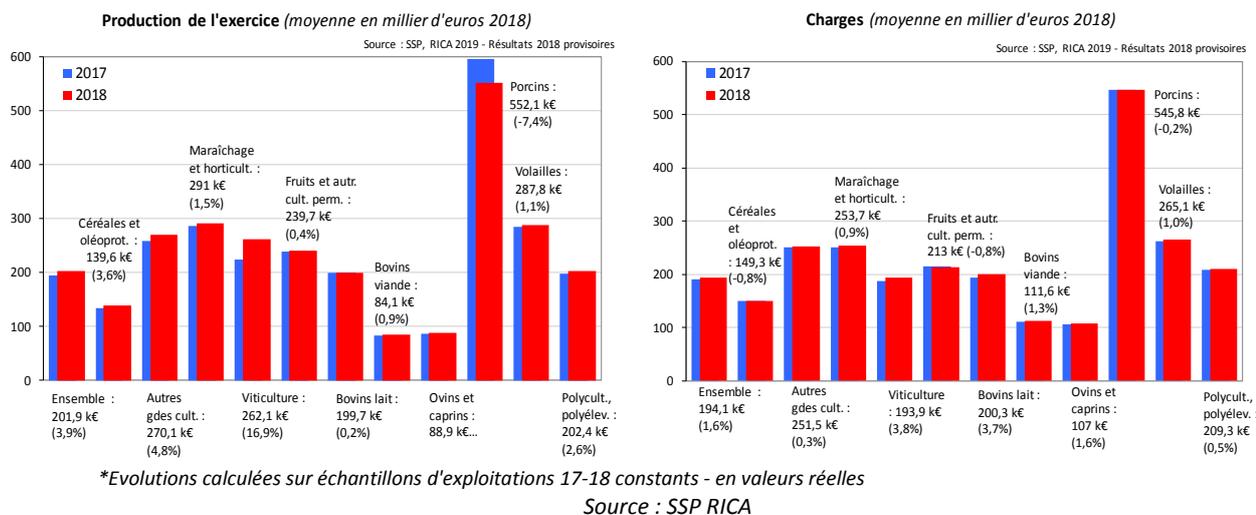
Les consommations intermédiaires augmentent de 3 % en 2018, après avoir baissé au cours des deux années précédentes. Tous les postes sont en progression : carburants et lubrifiants (+18 %) suite à la hausse du prix du pétrole de 2018 ; achats de travaux et de services (+4 %) ; alimentation animale (+2 %) avec la hausse du coût des céréales ; engrais et amendements (+3 %).

Dans ce contexte, la valeur ajoutée moyenne des exploitations augmente de 5 % en 2018, après un rebond de 20 % en 2017.

Les dépenses de fermages se stabilisent (à hauteur de 13 900 € de moyenne en 2018) tandis que les charges de personnel sont en légère hausse (+0,6 %).

Dans leur ensemble, les charges d'exploitation s'élèvent à 194 000 € (+1,6 % en moyenne par rapport à 2017).

Figure 1 - Production de l'exercice et charges par orientation productive en 2017 et 2018, en millier d'€ 2018



Les subventions d'exploitation, toutes productions confondues, continuent de diminuer avec une baisse de 4 % par rapport à 2017 pour atteindre une moyenne de 29 000 € par exploitation.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) qui traduit la capacité de l'entreprise à générer des ressources du seul fait de son exploitation est utilisé pour rémunérer l'exploitant (prélèvements privés), rembourser les annuités d'emprunts à moyen et long terme et pour constituer une réserve (autofinancement des investissements). En 2018, il s'établit à 75 000 € en moyenne, en progression de 3 % par rapport à 2017 (Tableau 1).

Tableau 1 - Indicateurs de synthèse par orientation : résultats 2018 et des évolutions 2017-2018

Orientation	Excédent brut d'exploitation		EBE par unité de travail non salarié		Résultat courant avant impôts		RCAI par unité de travail non salarié	
	2018 (en €)	Évo. 18/17* (en %)	2018 (en €)	Évo. 18/17* (en %)	2018 (en €)	Évo. 18/17* (en %)	2018 (en €)	Évo. 18/17* (en %)
Céréales et oléoprot.	55 257	3,7	46 849	4,3	26 954	23,2	22 853	23,9
Autres gdes cult.	101 242	8,3	74 261	9,4	60 105	21,9	44 087	23,1
Maraîchage et horticult.	71 079	0,7	49 644	2,4	45 537	3,9	31 805	5,6
Viticulture	107 100	38,0	86 394	40,6	77 076	60,1	62 174	63,1
Fruits et autr. cult. perm.	81 768	6,4	56 661	7,1	52 653	10,2	36 486	11,0
Bovins lait	76 167	-10,4	47 723	-10,1	35 813	-17,7	22 438	-17,5
Bovins viande	47 069	-5,0	36 656	-4,7	20 822	-8,5	16 216	-8,2
Bovins mixtes	76 110	-8,4	45 769	-7,4	35 770	-15,5	21 510	-14,5
Ovins et caprins	54 348	2,2	38 672	2,9	30 088	3,9	21 409	4,7
Porcins	88 150	-33,0	60 739	-33,0	27 855	-59,9	19 193	-59,9
Volailles	78 984	-2,1	61 049	-1,1	40 160	-3,8	31 041	-2,9
Polycult., polyélev.	75 481	1,4	49 907	2,4	36 389	7,9	24 060	9,0
Ensemble	75 047	3,3	53 978	4,1	41 166	9,7	29 609	10,6

*Évolutions calculées sur échantillons d'exploitations 17-18 constant - en valeurs réelles

Source : SSP RICA

Le résultat courant avant impôts (RCAI) se déduit de l'EBE après prise en compte des charges financières et des amortissements (qui ne sont pas décaissables). Il mesure la performance économique de l'exploitation et constitue l'assiette des prélèvements fiscaux et sociaux de l'exploitant.

En 2018, le RCAI des exploitations agricoles s'élève à 41 200 € en moyenne. Il progresse par rapport à 2017 (+10 %) (Tableau 1), pour la deuxième année consécutive.

Les charges sociales de l'exploitant, qui s'élèvent à 10 300 € en moyenne (+11 % par rapport à 2017), ne sont pas comptabilisées dans le calcul du RCAI. Il en est de même des plus ou moins-values sur cession d'actifs (4 800 € en moyenne) et des subventions d'investissement affectées aux résultats (1 400 € en moyenne) car elles sont considérées comme exceptionnelles d'un point de vue comptable, même si elles peuvent être sources de résultats « réguliers ». Le résultat de l'exercice, net des charges sociales de l'exploitant, permet de tenir compte de ces trois agrégats. Celui-ci s'établit en moyenne à 47 600 € en 2018 (+12 % par rapport à 2017).

Une seconde année favorable pour les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (COP) malgré des rendements en baisse

Les rendements céréaliers et oléoprotéagineux 2018 ont été fortement pénalisés par la sécheresse estivale. Toutefois, la bonne qualité du blé tendre, la hausse de la demande mondiale et la dépréciation de l'euro face au dollar ont permis de maintenir une bonne compétitivité à l'international avec une commercialisation à des prix supérieurs à ceux de 2017. Les prix augmentent de 13 % pour le blé tendre, de 21 % pour l'orge d'hier, de 17 % pour celui de printemps, de 12 % pour le maïs grain, de 5 % pour le soja et de 2 % pour le tournesol. Seuls les prix du blé dur et du colza reculent, de respectivement 6 et 4 % entre 2017 et 2018.

Au total, la valeur de la production des exploitations spécialisées en COP s'accroît en 2018 mais de façon moins prononcée qu'en 2017 (+4 % vs +18 %).

Après deux années consécutives de baisse, les charges d'approvisionnement repartent à la hausse dans cette orientation (+3 % par rapport à 2017), conséquence de l'augmentation des coûts en carburants et lubrifiants (+18 %) et de ceux en engrais et amendements (+6 %). Dans ce contexte, la valeur ajoutée augmente de 6 % par rapport à l'an passé, année de reprise après la crise de 2016.

Avec la poursuite de la convergence des aides découplées et le transfert d'une partie de l'enveloppe du 1^{er} pilier (-4,2%) pour financer les aides du second pilier (mesures agroenvironnementales et climatiques et Indemnité compensatoire de handicaps naturels) sur l'ensemble de la période de programmation, les subventions d'exploitation continuent de diminuer (-5% en moyenne pour les exploitations spécialisées en COP). Les fermages sont également en baisse (-3 %). Au total, en 2018, l'excédent brut d'exploitation par actif non salarié des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux s'établit à une moyenne de 46 800 € (+4 % par rapport à 2017).

Bilan 2018 plus contrasté des résultats pour les cultures industrielles

Les exploitations spécialisées dans la betterave sucrière, les pommes de terre ou les légumes de plein champ produisent généralement aussi des céréales. Elles ont donc également profité de la conjoncture favorable de 2018, notamment pour le blé tendre.

La fin des quotas betteraviers en 2017 et la surproduction de certains grands pays exportateurs comme l'Inde, le Pakistan et la Thaïlande, a entraîné une baisse des prix de vente de la betterave de 10 % en moyenne en 2018. Cette baisse des prix conjuguée à celle des rendements engendre une baisse de 22 % du produit brut sur cette production.

S'agissant des pommes de terre de conservation, l'augmentation des surfaces en 2018 (+7 %), le déstockage des productions de la campagne précédente et une légère hausse des prix de 3 % par rapport à l'an passé permettent de compenser la faiblesse des rendements, entraînant une nouvelle hausse en valeur du produit brut (+24 %).

Pour l'ensemble des cultures générales, la hausse des charges en engrais (+5 %), en phytosanitaires (+1 %) et en carburants (+17 %) a été en partie amortie par la baisse des coûts des semences et plants (-7 %). Ainsi, les charges d'approvisionnement augmentent peu (+2,1% par rapport à 2017) et la valeur ajoutée est en hausse de 7,8 % par rapport à 2017. Malgré la baisse de 9 % des subventions d'exploitation, l'EBE s'accroît de 8,3 % par rapport à 2017, à 74 300 € par actif non salarié.

Une nette reprise des résultats de la viticulture après deux années difficiles

Contrairement à 2017, le contexte météorologique de 2018 a été favorable à la production viticole française, avec un climat sec et doux à proximité des vendanges, propice au maintien d'un bon état sanitaire.

Avec 49,5 millions d'hectolitres, les vendanges 2018 affichent des niveaux exceptionnellement élevés après la récolte historiquement basse de 2017 due au gel et à la sécheresse. Cette hausse de la récolte profite à toutes les catégories de vins : vins d'appellation (AOP), vins avec indication géographique protégée (IGP), vins sans indication géographique (IG). Suite à ces bonnes vendanges, les stocks se reconstituent (+7 % en quantité et +8 % en valeur). Les quantités vendues diminuent toutefois de 5 % en 2018, en lien avec la faiblesse des stocks issus des modestes récoltes 2017 et 2016. Dans un contexte de faibles disponibilités pour la campagne de commercialisation, les prix sont globalement en hausse (+7 %). Au total, la production en valeur de l'exercice augmente de 17 %. Les charges d'approvisionnement sont en hausse de 2,4 %, sous l'effet de la progression des dépenses en carburants et lubrifiants (+18 %) et en produits phytosanitaires (+10 %). L'EBE par actif non salarié des exploitations viticoles s'établit à 86 400 €, soit une augmentation de plus de 40 % par rapport à 2017.

Des résultats 2018 en retrait pour les éleveurs de bovins lait

En 2018, les élevages spécialisés en bovins lait ont souffert de la sécheresse estivale qui a pesé sur les ressources fourragères, en net recul sur la seconde partie de la campagne après un bon début d'année. La sécheresse a également impacté d'autres pays d'Europe ainsi que l'Australie. En 2018, la production de l'exercice a peu évolué par rapport à 2017 (+0,2 %).

Dans un contexte de hausse des charges d'approvisionnement (+22% pour les coûts en carburants, +8 % pour les charges en alimentation du bétail compte tenu de l'insuffisance des ressources fourragères), l'EBE par actif non salarié a chuté de 10% pour s'établir à 47 700 €.

Si les résultats se replient dans toutes les zones d'élevage, la situation est toutefois variable selon les zones, en lien avec le système d'exploitation et la valorisation du lait. Grâce à une valorisation plus fréquente sous signe de qualité et une part importante de commercialisation en circuit court, les exploitations situées en zones de montagne bénéficient d'une meilleure tenue des prix (+2,2 % entre 2017 et 2018, contre +0,4 % pour les élevages hors zone défavorisée) et connaissent une chute moins forte de leurs résultats (*Tableau 3*).

Tableau 3 - Indicateurs de synthèse des élevages en bovins lait selon la localisation du siège d'exploitation

	Production de l'exercice		EBE par unité de travail non salarié		RCAI par unité de travail non salarié	
	2018 (en €)	Evo. 17/18* (en %)	2018 (en €)	Evo. 17/18* (en %)	2018 (en €)	Evo. 17/18* (en %)
Hors zone défavorisée	221 999	-1,2	47 952	-14,3	22 565	-23,0
Montagne et haute montagne	141 753	3,0	45 152	-2,6	21 353	-6,0
Piémont et Autre zone défavorisée	213 790	2,0	50 693	-5,3	23 595	-12,4
Ensemble Bovins Lait France métropolitaine	199 727	0,2	47 723	-10,1	22 438	-17,5

*Evolutions calculées sur échantillons d'exploitations 17-18 constant - en valeurs réelles

Source : SSP RICA

Des résultats en baisse pour les éleveurs de bovins viande

La sécheresse estivale a obligé les éleveurs à réformer beaucoup plus de vaches qu'en 2017. La hausse des abattages de vaches allaitantes a ainsi entraîné une hausse de 4 % de la valeur des ventes sur l'année.

Dans le même temps, plusieurs facteurs ont concouru à la baisse des exportations de brouards français en 2018 : diminution des stocks de brouards français en début de campagne 2018, suite à des problèmes de reproduction durant l'hiver précédent ; moindres besoins espagnols en bovins maigres face au ralentissement de la demande turque ; fermeture du marché algérien.

La hausse des charges en aliments (+3 %) et, dans une moindre mesure, en carburants et lubrifiants (+22 %) expliquent l'essentiel de l'augmentation des charges d'exploitation (+1,3 % par rapport à 2017).

Pour les éleveurs de bovins viande, les subventions d'exploitation représentent 35 % du total des produits courants en 2018. La sortie progressive des crises sanitaires et la fin des mesures exceptionnelles de soutien entraînent la réduction de près de 3 % de ces subventions.

Au total, l'EBE par actif non salarié se replie de 5 % par rapport à 2017, pour s'établir à 36 700 € en moyenne. En 2018, comme les années précédentes, les résultats de cette orientation demeurent parmi les plus faibles.

Chute des résultats pour les élevages porcins

En 2018, les ventes de viande de porcs chutent de près de 8 % avec une baisse de 10 % des prix entre 2017 et 2018. Une offre mondiale abondante, le tassement de la demande chinoise et la concurrence entre exportateurs sur les marchés asiatiques maintiennent la pression sur les prix. Après deux années de repli, le coût de l'aliment porcin repart à la hausse (+0,8 %), générant un effet de ciseau des prix à la production défavorable aux marges des élevages. L'EBE par actif non salarié chute de 33 % entre 2017 et 2018 pour s'établir à 60 700 €.

Après une année 2017 de redressement général des résultats, les évolutions cycliques de cette filière se confirment. Avec un taux de marge (EBE rapporté au chiffre d'affaires) traditionnellement bas dans cette filière (20 % en moyenne sur la période 2002-2017 contre 23 à 40 % dans les autres orientations productives), toute variation de la production tend à impacter fortement les marges. Ainsi, en 2018, le taux de marge de la filière porcine s'établit à 15,4 %.

Stabilité des résultats pour les élevages de volailles, avec des situations variables selon les filières

Pour les producteurs d'œufs, la production vendue baisse de 8 % sous l'effet de la diminution des effectifs de poules pondeuses (-4 %) et du repli des exportations suite aux demandes exceptionnelles de l'année 2017 engendrées par la crise du Fipronil. Les ventes de poulets de chair évoluent en revanche à la hausse (+2%), malgré le recul des cours de 2 % sur un an. A l'inverse, les ventes de dindes reculent de 1 % malgré une hausse de 32 % de leur prix de vente. Enfin, après deux années de crises aviaires, la valeur de la production de canards augmente.

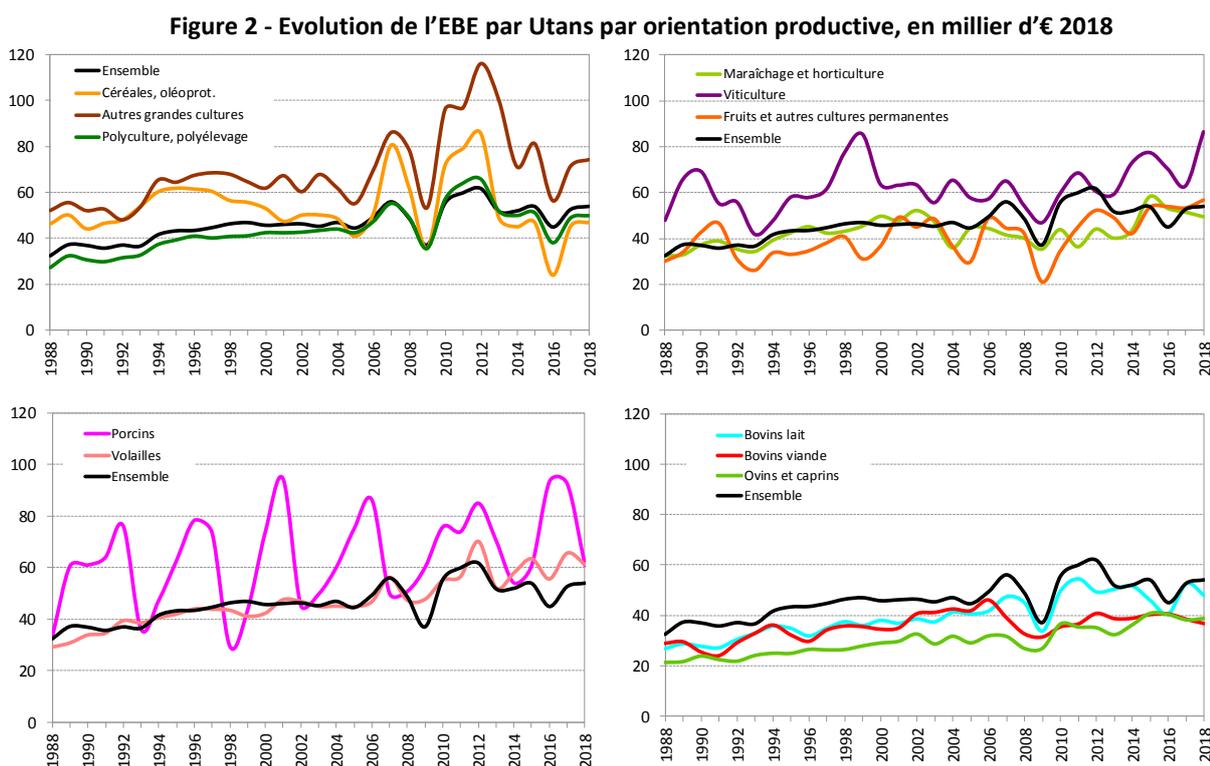
Toutes filières avicoles confondues, les exploitations enregistrent une légère progression de la production de l'exercice (+1,1 %) et une stabilité des charges d'approvisionnement (-0,2 %). L'augmentation de la valeur ajoutée de 1,9 % qui en découle est cependant insuffisante pour compenser la baisse de 23 % des subventions d'exploitations liée à la fin des mesures exceptionnelles d'aides à la prophylaxie. L'EBE par actif non salarié atteint en moyenne 61 000 €, en baisse de 1,1 % par rapport à 2017.

2. Dispersion et variabilité des résultats en 2018

Les indicateurs de résultat analysés plus en détail dans ce rapport sont l'EBE et le RCAI rapportés aux unités de travail non salarié (Utans).

Avec un nombre d'Utans par exploitation de 1,4 en moyenne en 2018, l'EBE par Utans s'élève en moyenne à 54 000 € (+4 % par rapport à 2017), toutes orientations de production confondues. Il s'établit à un niveau supérieur au niveau moyen observé sur la période 1995-2005, période antérieure aux fortes fluctuations observées entre 2005 et 2016 en lien notamment avec l'évolution du prix des céréales (Figure 2).

Le RCAI par Utans moyen s'établit, quant à lui, à 29 600 € (+10 % par rapport à 2017), soit un niveau un peu supérieur, toutes productions confondues, à la moyenne observée sur la période 1995-2005 (Annexes, Figure C).



Source : SSP-RICA

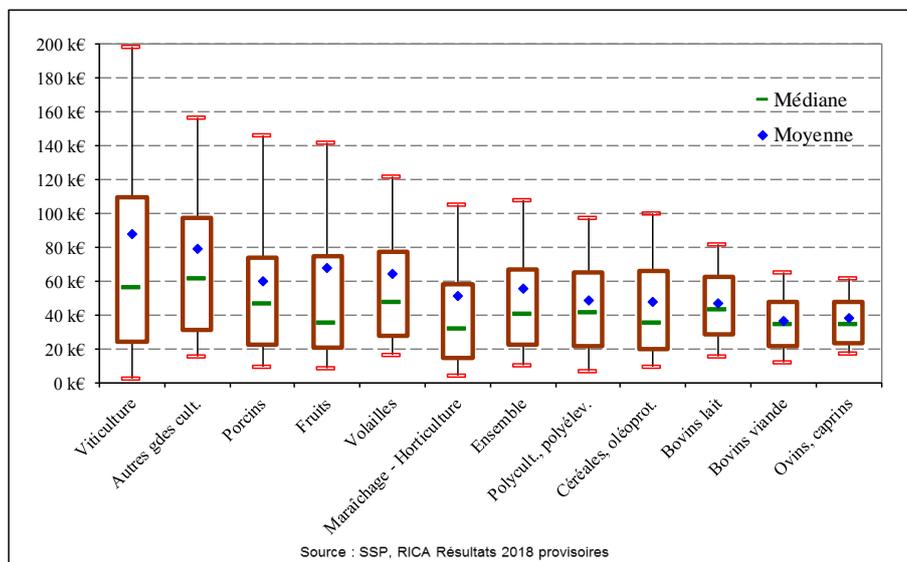
Depuis le milieu des années 2000, les évolutions de l'EBE par Utans (comme celles du RCAI par Utans) connaissent de fortes variations pour les céréales, les oléoprotéagineux, les cultures industrielles et les exploitations en polyculture-polyélevage, en lien avec les fortes fluctuations des prix sur les marchés mondiaux ou des épisodes climatiques exceptionnels (2016). Les résultats des autres productions végétales (viticulture, arboriculture et, dans une moindre mesure, maraîchage) peuvent également varier fortement d'une année à l'autre en fonction de la situation conjoncturelle de la campagne en cours. En production animale, les cycles sont particulièrement marqués pour les élevages porcins, avec des cours mondiaux de la viande porcine très sensibles à la confrontation saisonnière cyclique de l'offre et de la demande mondiales sur un marché peu régulé. Le faible taux de marge caractérisant cette filière amplifie l'impact de la fluctuation des prix au niveau du résultat. Les résultats des filières bovines, ovines et caprines connaissent des fluctuations moins marquées.

En 2018, les résultats sont supérieurs à la moyenne de longue période pour la viticulture, les productions fruitières, les élevages d'ovins et de caprins, le maraîchage et l'horticulture. Ils sont en revanche en deçà de la moyenne sur les 30 dernières années pour les filières céréalières et oléoprotéagineuses, porcines et bovins viande. C'est pour les cultures industrielles et la viticulture que les résultats les plus élevés sont observés en 2018.

Comme les années précédentes, la moyenne des résultats masque d'importantes disparités de situations entre les exploitations.

La moitié des exploitations ont un EBE par Utans supérieur à 40 700 € (*Figure 3*) et un RCAI par Utans supérieur à 20 800 € (*Annexes, Figure E*). Pour un quart des exploitations, l'EBE par Utans est inférieur à 22 800 € tandis qu'il est supérieur à 66 900 € pour un autre quart, soit un rapport de 1 à 3. Pour 10 % des exploitations, l'EBE par Utans est inférieur à 10 400 € tandis qu'il est supérieur à 107 500 € pour un autre dixième, soit un rapport de 1 à 10.

Figure 3 - Indicateurs de dispersion de l'EBE par Utans par orientation en 2018, en €



Source : SSP-RICA

Toutes orientations confondues, 4% des exploitations ont un EBE négatif et 15 % ont un déficit courant avant impôts (RCAI par Utans négatif). Parmi ces dernières, 73 % dégagent un EBE positif mais deviennent déficitaires après prise en compte des amortissements. 9 % des exploitations viticoles et 6 % de l'ensemble des exploitations maraîchères, horticoles et arboricoles présentent en 2018 un EBE négatif. 8 % des exploitations qui sont en insuffisance d'exploitation en 2018 perdaient déjà de l'argent en 2017.

Comme les années précédentes, les dispersions de résultats les plus faibles au sein d'une même orientation productive, sont relevées parmi les élevages d'herbivores, pour lesquels s'observe une moindre diversité dans la valorisation des produits. Ainsi, en orientations bovins viande et ovins-caprins, l'intervalle interquartile de l'EBE par Utans n'est respectivement que de 25 700 € et 23 800 €, soit un rapport de 1 à 2. A contrario, avec un intervalle interquartile de 85 200 €, la dispersion des résultats parmi les exploitations en viticulture atteint un niveau record en 2018, dépassant le niveau déjà élevé de 2015 où l'écart interquartile avait atteint 74 700 €.

L'analyse des disparités d'évolutions individuelles de résultats entre 2017 et 2018 permet d'illustrer la diversité des situations individuelles au sein d'une même orientation.

En élevage porcin, la baisse des résultats est quasi-générale en 2018 : 82 % des éleveurs ont observé une baisse de leur EBE par rapport à celui de l'année précédente. Pour 60 % d'entre eux, il s'agit même d'une diminution de plus de 30 % de leurs résultats (*Annexes, Tableaux C*).

Si 70 % des éleveurs de bovins lait connaissent une baisse de leurs résultats, seuls 20 % des exploitations voient leur EBE se réduire de plus de 30 %.

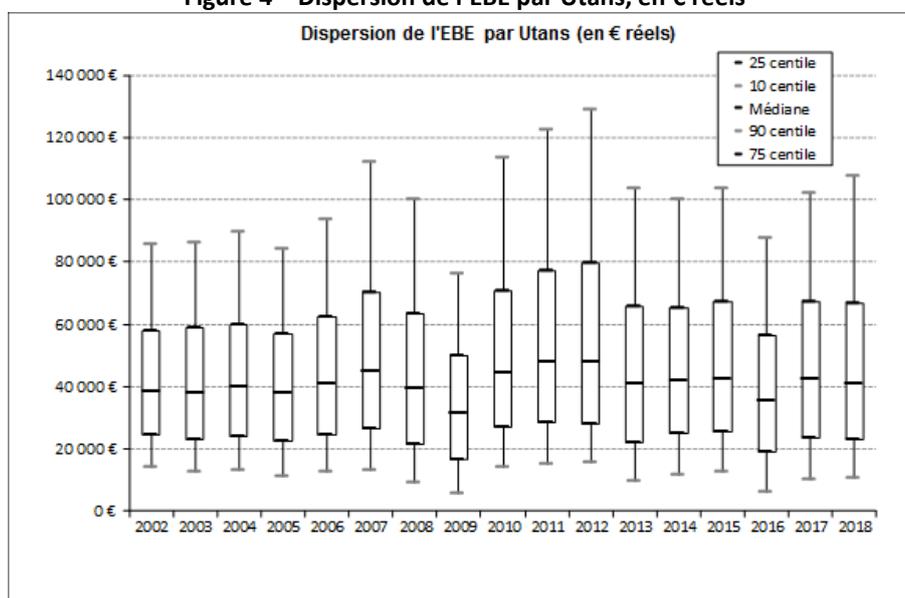
En viticulture, 64 % des exploitations améliorent leur résultat en 2018. Elles sont même 45 % à enregistrer une progression de leur EBE supérieure de 30% par rapport à celui de l'année précédente (*Annexes, Tableaux D*). Cette proportion est notamment importante dans le Bordelais (70 %) et en Charentes (77 %).

En orientation « céréales et oléoprotéagineux », 50 % des exploitations voient leur EBE progresser par rapport à l'année précédente, 30 % connaissant une progression de plus de 30 % de leur résultat.

Les éleveurs de bovins viande et d'ovins-caprins, dans une moindre mesure, ceux spécialisés dans la production de volailles connaissent des évolutions moins contrastées de leurs résultats d'une année sur l'autre, la proportion de ceux dont les résultats fluctuent de plus ou de moins de 30% entre deux années dépassant rarement les 30%. Dans la filière volailles, une part plus importante des élevages est sous contrat d'intégration, ce qui limite les effets des variations conjoncturelles des prix de l'alimentation.

La dispersion des résultats a tendance à augmenter en période de hausse des prix et à se contracter en période de baisse des prix. La dispersion s'est ainsi beaucoup accrue entre 2005 et 2007 puis 2009 et 2012 (Figure 4 et Annexes, Figure F pour le RCAI par Utans), en lien notamment avec les bonnes performances des orientations céréalières dans un contexte de forte hausse des prix. Depuis 2013, la dispersion est assez stable, même si 2018 se caractérise par une hausse de l'écart entre les déciles extrêmes.

Figure 4 – Dispersion de l'EBE par Utans, en € réels



Source : SSP-RICA

3. Les subventions aux exploitations agricoles en 2018

Poursuite de la programmation 2015-2020

Outre le verdissement et la réduction des écarts entre les niveaux d'aides par hectare (convergence des droits à paiement de base), l'objectif national de la PAC 2015-2020 était de rééquilibrer les aides agricoles en faveur de l'élevage et du développement rural (volets relatifs à l'environnement, l'emploi, l'installation de nouveaux agriculteurs et le soutien des territoires ruraux).

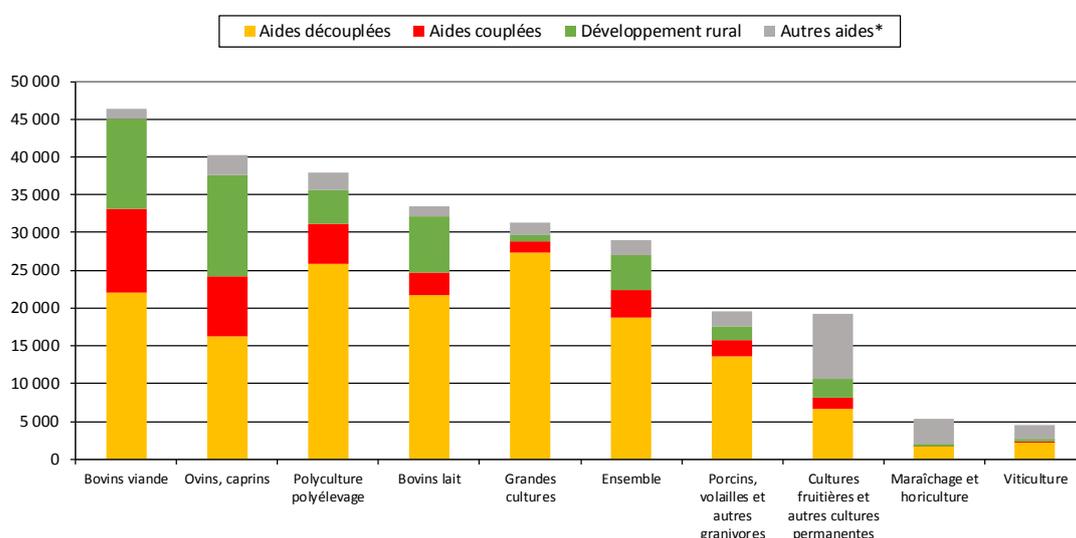
Le paiement unique à l'hectare (DPU), qui existait entre 2006 et 2014, a ainsi été remplacé par une aide découplée à quatre composantes : le paiement de base, adossé à un droit à paiement de base (DPB), le paiement vert, le paiement redistributif et le paiement additionnel aux jeunes agriculteurs. La valeur du DPB est liée aux paiements historiques perçus par l'exploitant en 2014. Le paiement vert, payé en complément des DPB, est conditionné au respect de pratiques bénéfiques pour l'environnement, relatives au maintien de prairies permanentes, à la diversification des cultures et au maintien des surfaces d'intérêt écologique (SIE). Ces deux aides convergent progressivement et dans les mêmes proportions vers la valeur moyenne nationale afin de réduire les disparités entre agriculteurs (70 % de la convergence devrait être atteinte d'ici 2019). En

majorant les 52 premiers hectares de chaque exploitation, le paiement redistributif permet, quant à lui, de soutenir les productions à forte valeur ajoutée ou génératrices d'emplois sur des exploitations de taille inférieure à la moyenne.

La majorité des aides couplées animales (bovins allaitants, ovins, caprins...) ont été reconduites lors de la dernière réforme, et quelques nouvelles aides ont été mises en place depuis 2015 au profit des élevages (lait, légumineuses fourragères) et de certaines productions ciblées (fruits et légumes pour la transformation).

Le total des aides du 1^{er} pilier (aides découplées et aides couplées) représente près des trois quarts du total des subventions perçues par les exploitations, le reste étant constitué des aides en faveur du développement rural (dites « du 2nd pilier ») et les autres aides (aides de crise, calamités agricoles et autres aides publiques nationales) (*Figure 5*). La part des aides du 1^{er} pilier consacrée au paiement redistributif se maintient à 10 % en 2018 au même niveau que l'année précédente. Les aides couplées animales et végétales représentent quant à elles environ 15 % du total des aides du 1^{er} pilier. Les aides du second pilier comprennent notamment l'Indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) et les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC). Ces dernières ont pour finalité de soutenir les exploitants qui s'engagent dans des pratiques qui combinent performances économiques et environnementales.

Figure 5 - Nature des subventions d'exploitation accordées au cours de l'exercice 2018



Champ : Ensemble des exploitations, bénéficiaires ou non d'aide

**La catégorie "autres aides" comporte notamment certaines aides de crise, les indemnités au titre des calamités agricoles, l'aide à l'assurance récolte et les autres aides publiques nationales.*

Source : SSP RICA

Dans le RICA, les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours.

En 2018, près de 90 % des exploitations agricoles bénéficient d'au moins une subvention (*Tableau 4*). Ces exploitations bénéficiaires reçoivent en moyenne 32 200 € d'aides qui représentent 13,5% de leurs produits courants. L'ensemble des exploitations spécialisées en grandes cultures reçoivent des subventions d'exploitation : en moyenne, les exploitations spécialisées en COP et en cultures industrielles perçoivent respectivement 31 200 € et 32 500 €. La quasi-totalité des éleveurs d'herbivores bénéficient également de subventions en 2018. Les éleveurs de bovins viande touchent en moyenne 46 400 € d'aides (soit 35 % du total de leurs produits courants), les éleveurs de bovins lait perçoivent 33 500 €, et les éleveurs d'ovins-caprins plus de 46 700 € en moyenne.

Tableau 4 - Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles en euros 2018, par orientation productive

Orientation technique	Bénéficiaires de subventions	Par bénéficiaire d'au moins une subvention			Par bénéficiaire de l'aide		
		Montants 2018 (en €)	Evol. (%) 18/17	% Produits courants	Paiements uniques (en €)	Aides couplées (en €)	Développement rural (en €)
Ovins et caprins	99,4%	46 742	-0,2%	34,0%	19 004	9 852	17 369
Bovins viande	100,0%	46 388	-2,8%	35,1%	22 122	11 216	14 386
Polyculture, polyélevage, autres	99,4%	38 205	-4,4%	15,5%	26 373	6 245	10 919
Bovins lait	100,0%	33 514	-3,6%	14,2%	21 700	3 046	14 674
Autres grandes cultures	97,9%	32 467	-9,0%	10,3%	28 235	3 291	13 069
Ensemble	89,9%	32 232	-4,4%	13,5%	22 543	6 019	13 287
Céréales et oléoprotéagineux	100,0%	31 159	-5,3%	17,7%	27 326	2 951	8 620
Fruits et autres cultures permanentes	85,0%	22 573	1,7%	7,9%	9 501	8 418	7 594
Porcins	87,2%	20 456	-5,3%	3,4%	16 994	4 257	9 337
Volailles	79,9%	16 605	-23,2%	5,1%	12 365	4 394	6 754
Maraîchage - Horticulture	46,2%	11 668	-6,6%	2,8%	6 351	2 907	3 233
Viticulture	57,1%	7 829	-8,3%	2,4%	6 983	1 506	3 534

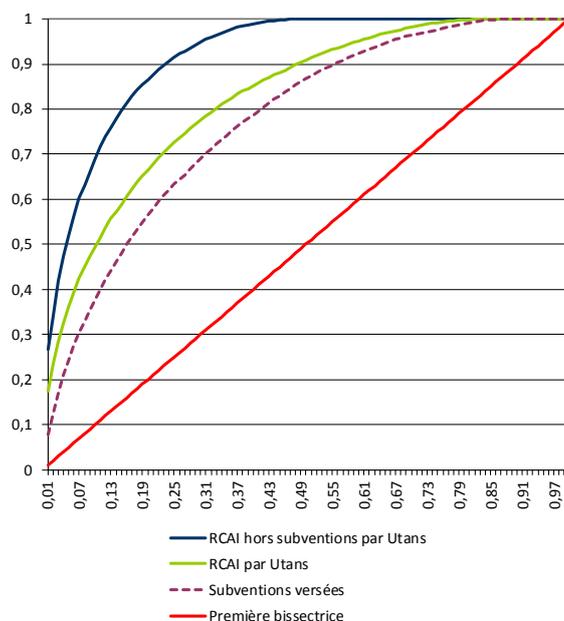
Source : SSP RICA

Les viticulteurs et les maraîchers-horticulteurs sont moins nombreux à bénéficier de subventions : 57 % des exploitations spécialisées en viticulture et 46 % des maraîchers-horticulteurs en perçoivent. Ils sont les moins subventionnés, avec 7 800 € en moyenne pour les premiers et 11 700 € pour les seconds. La contribution des aides au total de leurs produits courants est respectivement de 2 % et 3 %.

Les subventions d'exploitation limitent les disparités de résultats entre les différentes productions

Les subventions sont réparties de façon plus équilibrée entre les exploitations agricoles que le RCAI par Utans hors subventions. Elles ont ainsi pour effet de réduire globalement les disparités de résultat (la courbe de Lorenz se rapproche de la première bissectrice) (Figure 6). La réduction de la dispersion, consécutive à l'attribution des subventions, s'explique essentiellement par le poids relatif plus important des aides dans les orientations productives à plus faible revenu en moyenne.

Figure 6 - Mesure de concentration des RCAI par Utans, avant et après subventions en 2018



Source : SSP RICA

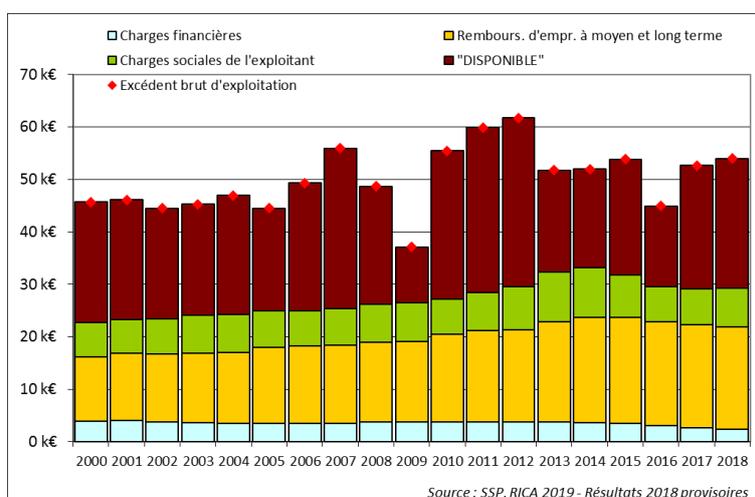
Note de lecture : la courbe de Lorenz permet d'observer la concentration d'une population selon une caractéristique continue, comme ici le RCAI. Plus la courbe est proche de la première bissectrice, plus la répartition de cette caractéristique est égalitaire. En 2018, 20 % des exploitations agricoles se partagent 57 % du total des subventions octroyées.

4. La situation financière des exploitations agricoles

La hausse des résultats, pour la deuxième année consécutive, renforce les ressources disponibles pour les prélèvements privés et l'autofinancement

L'amélioration des résultats économiques en 2018, après une année 2017 déjà favorable, permet aux exploitations de dégager davantage de ressources. Une fois les charges financières, les annuités d'emprunts à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant déduites de l'EBE, le « solde disponible » par actif non salarié atteint 24 700 € en moyenne en 2018, en hausse de 6 % par rapport à 2017 (Figure 7). Ce « disponible » permet de rémunérer l'exploitant et de développer l'exploitation en investissant (autofinancement pouvant être complété par un recours à l'emprunt).

Figure 7 - Evolution du « solde disponible » par exploitant depuis 2000, en euros 2018



*Le "disponible" correspond à l'EBE - remb. d'emprunts. moyen et long terme - ch. financières - cotis. sociales exploitant rapporté au nombre d'unités de travail annuel non salarié

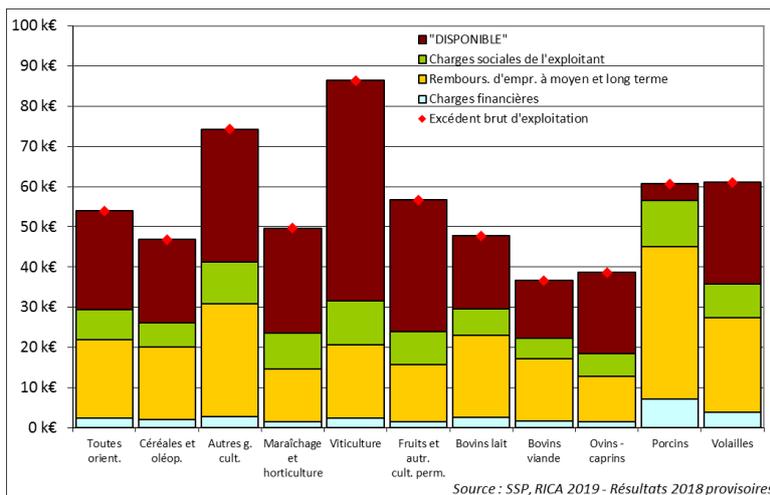
**Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - calculées en valeurs réelles (euros 2018)

Source : SSP RICA

Après avoir tendanciellement augmenté depuis le début des années 2000, les remboursements d'emprunts à moyen et long terme s'établissent à 19 500 € en 2018 (+1,2 % par rapport à 2017), et tendent à se stabiliser depuis 2013. Avec 7 400 € en moyenne, les charges sociales de l'exploitant augmentent par rapport à 2017 (+12 %). Cela s'explique par la substitution des modestes revenus 2014 par les revenus plus élevés de 2017 dans le calcul des charges 2018 (fondé sur la moyenne des revenus des trois années précédentes).

Le « disponible » varie fortement selon les productions, en lien avec la situation conjoncturelle et les caractéristiques structurelles propres à chaque orientation productive. 2018 est une année peu favorable pour les élevages porcins qui ne dégagent que 4 100 € de disponible en moyenne sur 2018 (Figure 8), soit environ le dixième du disponible de 2017. Avec la hausse de leurs résultats, les exploitations en viticulture voient leur disponible s'accroître fortement : 54 900 € en moyenne en 2018, soit +77 % par rapport à l'année précédente.

Figure 8 – « Solde disponible » par exploitant en 2018, par orientation productive



Source : SSP RICA

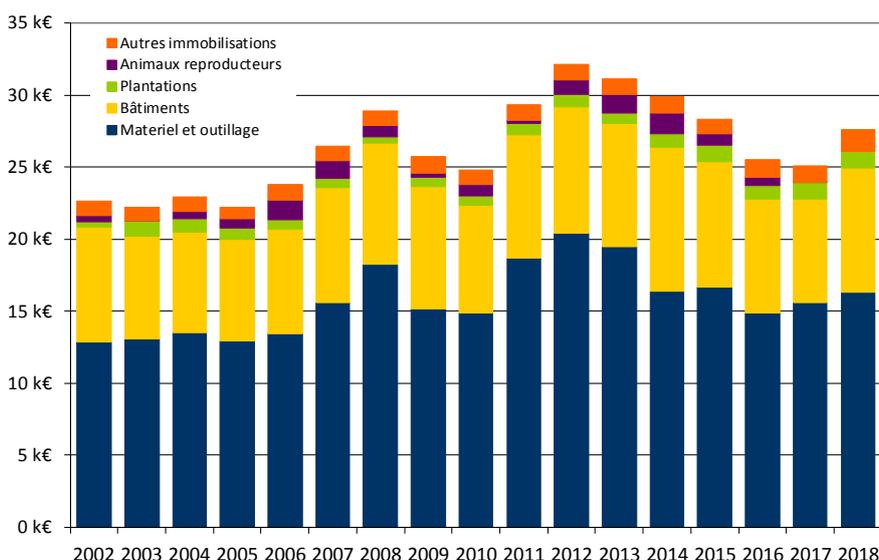
Toutes orientations confondues, les prélèvements privés, nets des cotisations sociales de l'exploitant, s'établissent à 27 900 € en moyenne. Ils sont en hausse de 7 % par rapport à 2017. Les exploitations en céréales et oléoprotéagineux augmentent leurs prélèvements privés de 32 % tandis que les éleveurs de porcins les réduisent en moyenne de 29 %.

L'accroissement des ressources financières permet aux investissements de repartir

En 2018, les acquisitions corporelles (hors foncier) s'élèvent à 34 700 € (+14 % par rapport à 2017) tandis que les cessions de biens immobilisés s'établissent à 7 100 € (+24 %). Le montant moyen de l'investissement des exploitations (acquisitions diminuées des cessions) s'élève donc à 27 400 € (+9 % par rapport à 2017) (Figure 9).

Alors que les investissements de 2017 étaient descendus à un niveau proche de ceux de 2010 (investissements très faibles suite à la crise de 2009), les investissements de 2018 sont en hausse pour la première fois depuis 2012. Ils sont proches de ceux observés en 2015, tout en restant inférieurs à ceux de la période 2011-2015 (30 200 € en moyenne sur cette période contre 22 800 € sur la période 2002-2006).

Figure 9 - Evolution des postes d'investissement depuis 2002, en euros 2018



Source : SSP, RICA 2019 - Résultats 2018 provisoires

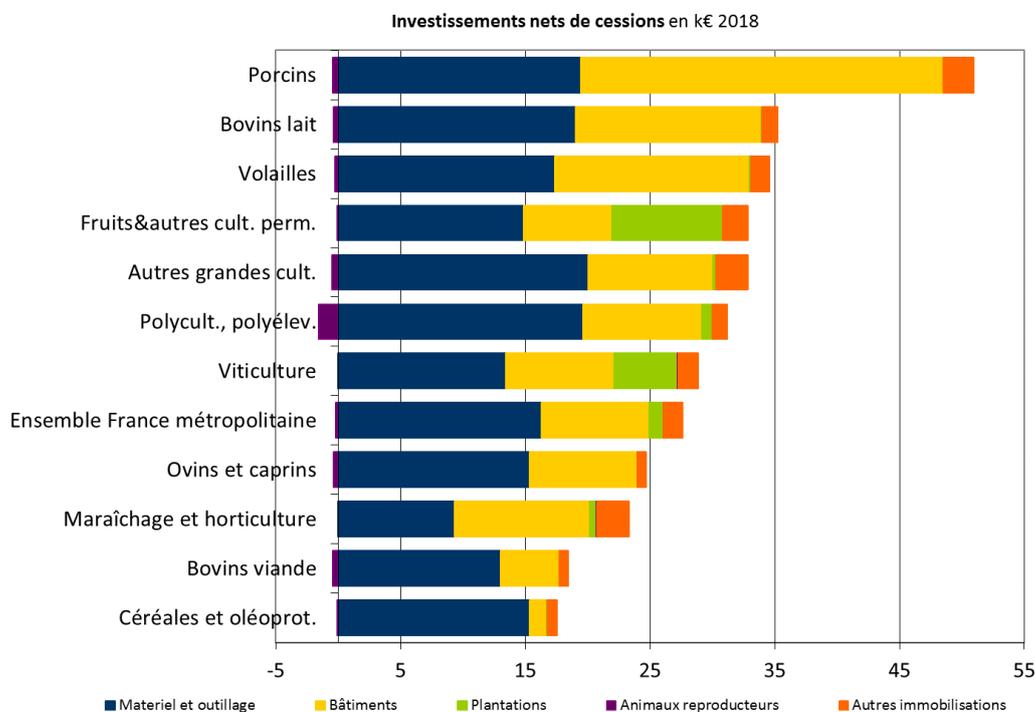
La hausse globale des investissements par rapport à 2017 concerne notamment le matériel et outillage (+5 % par rapport à 2017), qui représente le premier poste d'investissement (60 % en moyenne). Les investissements en bâtiments¹, second poste d'investissement (31 %), augmentent également de 26 %. En revanche, dans tous les types d'élevage, les exploitants diminuent légèrement leurs investissements en animaux reproducteurs (-200 € en moyenne en 2018). De même, les investissements en plantations diminuent dans la plupart des exploitations à orientation végétale.

La hausse globale des investissements en 2018 est principalement tirée par celle des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (+45 % par rapport à 2017). Après une année 2016 marquée par de très mauvais résultats et des investissements 2017 en forte baisse, leurs investissements repartent. Ils s'établissent en moyenne à 17 500 € en 2018 et retrouvent un niveau proche de celui de 2015 (18 600 €). La hausse des investissements est également marquée pour les élevages bovins lait (+19 %) et en viticulture (+6 %).

L'investissement est très inégalement réparti entre les exploitations. En 2018, près de 26 % d'entre elles affichent un investissement nul ou négatif (davantage de cessions que d'acquisitions). Inversement, 18 % des exploitations ont investi plus de 50 000 € au cours de l'année, assurant ainsi 72 % du total des investissements (contre 67 % en 2017).

Le niveau et la composition des investissements dépendent beaucoup de l'orientation technique des exploitations agricoles. Après une forte augmentation des investissements en 2017 dans les constructions (+15 %) et une forte baisse de ceux en matériel (-27 %), les investissements de la filière porcine portent en 2018 davantage sur les bâtiments (près de 57 % du total des investissements hors foncier, contre 39% pour le matériel et outillage). Les investissements des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux portent essentiellement sur le matériel et outillage (88 % du total des investissements). En viticulture et en production de fruits et autres cultures permanentes, les investissements en plantations sont importants : ils représentent respectivement 18 % et 27 % de leurs investissements en 2018 (Figure 10).

Figure 10 - Niveaux d'investissement en euros par postes en 2018, par orientation productive



Source : SSP, RICA 2019 - Résultats 2018 provisoires

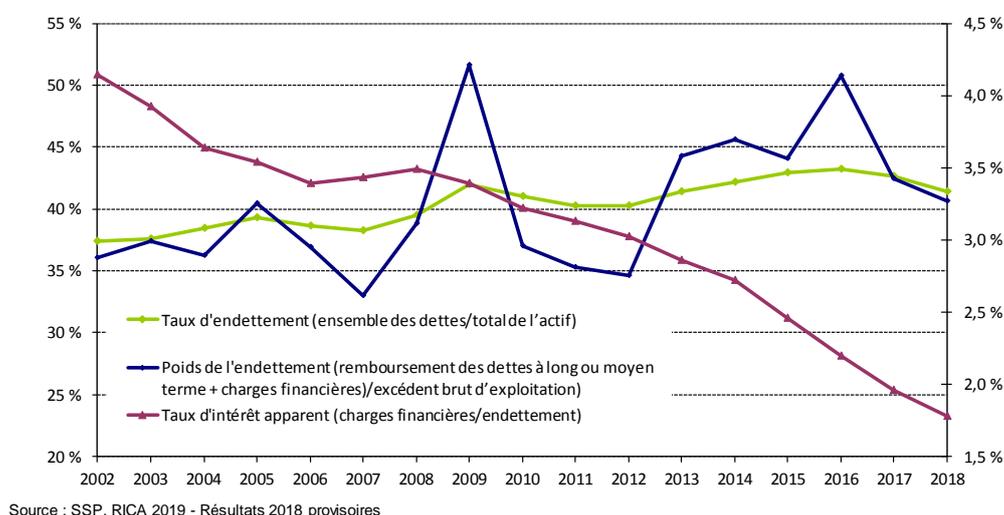
¹Sont compris sous ce terme les constructions, qui comprennent les bâtiments, et les installations complexes spécialisées liées par leur fonctionnement aux bâtiments (stabulations libres, salles de traite, silos, installations frigorifiques, tunnels, ...)

L'endettement se réduit pour les orientations productives végétales

Le recul de l'endettement des exploitations, observé depuis 2016, se poursuit en 2018, alors que celui-ci avait tendanciellement augmenté depuis le début des années 2000. Le montant moyen de l'endettement des exploitations en 2018 s'élève à 188 700 € (-0,7 % par rapport à 2017).

Le taux d'endettement (rapport des dettes sur le total de l'actif) s'établit à 41 % (Figure 11). Avec la hausse globale des résultats en 2018, le poids de l'endettement (la somme du remboursement des emprunts à long ou moyen terme et des charges financières rapportée à l'excédent brut d'exploitation) se réduit dans toutes les orientations végétales, baissant de 4 points en moyenne par rapport à 2017. Les viticulteurs présentent en 2018 le poids d'endettement le plus faible (24 %), soit une baisse de près de 30 points par rapport au poids de 2017. Du fait de leur baisse de résultats, les élevages porcins voient en revanche le poids de leur endettement augmenter de plus de moitié par rapport à l'année précédente pour s'établir à 74 % en 2018. En parallèle, la baisse des taux d'intérêts apparents liée aux mesures de bonifications d'intérêts ainsi qu'aux baisses des taux proposés par les banques se poursuit et permet de contenir les charges financières à 3 400 € en moyenne (5 500 € en 2010).

Figure 11 – Ratios d'endettement et taux d'intérêt apparent des exploitations agricoles depuis 2002



Source : SSP, RICA 2019 - Résultats 2018 provisoires

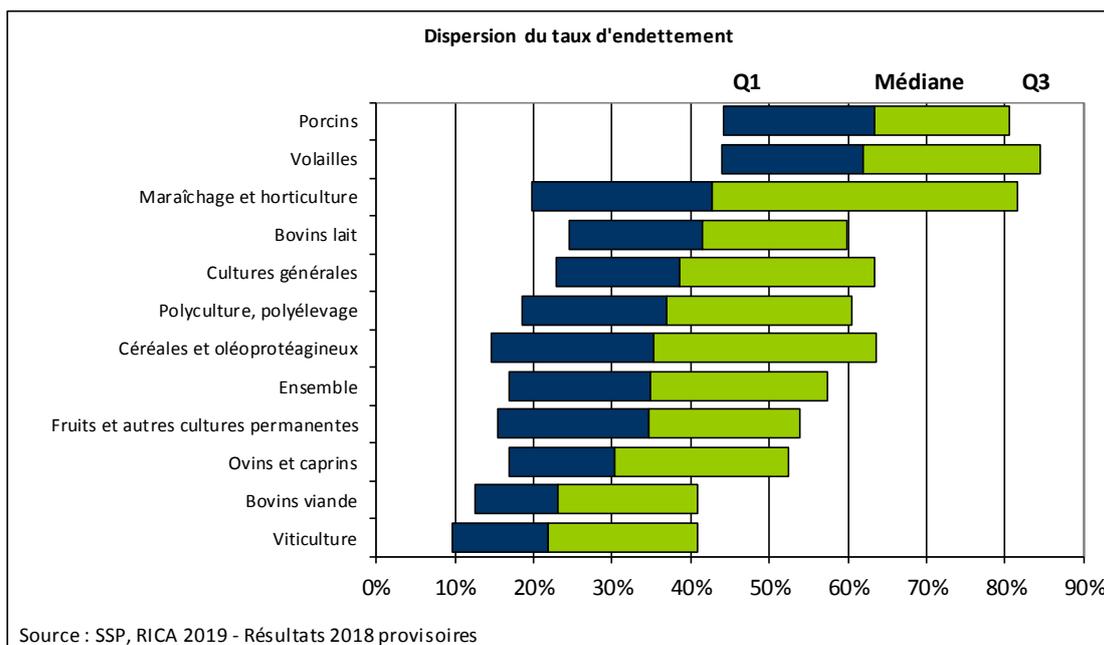
*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - en euros 2018

Source : SSP RICA

Toutes orientations confondues, la légère baisse du montant moyen de l'endettement s'explique notamment par le moindre endettement des exploitations spécialisées en grandes cultures (134 100 €, soit -4 % par rapport à 2017). Leurs nouveaux investissements ont donc sans doute été en 2018 davantage financés par autofinancement. Le montant moyen de dettes des élevages porcins progresse en 2018 pour atteindre 466 400 € (+3 % par rapport 2017). Il reste le plus élevé de toutes les orientations productives avec un taux d'endettement s'établissant à 69 %. Les exploitations en grandes cultures hors COP ont également un montant moyen de dettes élevé (252 700 €), équivalent à celui de 2017, de même que les éleveurs de volailles (233 400 € en 2018 en recul de 4 % par rapport à 2017). En 2018, les éleveurs d'ovins-caprins conservent le niveau moyen de dette le plus faible avec une moyenne de 106 900 € (-1 % par rapport à 2017).

La dispersion des taux d'endettement reste forte au sein de chaque orientation productive (Figure 12). Un quart des exploitations céréalières ont des dettes représentant plus de 64 % de leur actif en 2018 alors qu'un autre quart ont des dettes ne dépassant pas 15 % de l'actif. Dans les élevages porcins, un quart des élevages ont des dettes finançant près de 84 % de leurs actifs alors que, pour un autre quart, celles-ci ne dépassent pas 44 %. Dans les élevages de bovins viande, le taux d'endettement, stable en 2018 (-0,1 %), demeure faiblement dispersé.

Figure 12 – Indicateur de dispersion du taux d'endettement en 2018, par orientation productive



Source : SSP RICA

Le bilan 2018 à la clôture de l'exercice

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. L'actif, à gauche, décline le patrimoine de l'exploitation et présente les moyens mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs. Il présente également les actifs circulants, essentiellement l'ensemble des biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif, à droite, décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer l'actif, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle de l'exploitant.

La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle varie donc sensiblement d'une orientation à l'autre. En 2018, la valeur totale de l'actif d'une exploitation agricole toutes orientations confondues se stabilise à 455 700 € (Figure 13). Il est composé à 58 % d'immobilisations et à 42 % d'actifs circulants. Dans les exploitations d'élevages bovins, le niveau des immobilisations est relativement élevé (70 % en bovins lait et 69 % en bovins viande) et s'explique par la prise en compte des animaux reproducteurs en plus des bâtiments et matériels nécessaires à ce type d'activité. Les immobilisations ne représentent que 40 % en viticulture, avec toutefois une part significative en plantations (20 % du total de l'actif immobilisé) (Annexes, Figure B).

La structure de l'actif circulant est également variable selon les orientations. Les systèmes viticoles se caractérisent par l'importance de leurs stocks en cours de vinification (70 % du total de leurs actifs circulants). Dans les élevages bovins viande, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux non reproducteurs, qui représentent jusqu'à 44 % de l'actif circulant.

Toutes orientations confondues, les actifs sont financés à hauteur de 59 % par des capitaux propres et de 41 % par des dettes. Avec 120 400 € en moyenne, les emprunts à long et moyen terme représentent 64 % de la dette totale. L'importance des capitaux propres est aussi conditionnée par le processus de production. Les exploitations viticoles, qui doivent financer leurs stocks de vin, assurent largement le financement de leur activité sur capitaux propres (70 %), de même que les élevages de bovins viande. À l'inverse, dans les orientations maraîchage, horticulture, volailles et porcs, le cycle de production plus court ne s'accompagne pas d'une part de financement sur capitaux propres aussi importante (31 % en élevages porcins et 35 % en élevages de volailles).

Figure 13 – Bilan à la clôture de l'exercice 2018, pour l'ensemble des exploitations

Bilan à la clôture de l'exercice 2018 - Toutes orientations confondues

Détail de l'actif	Clôture		Δ Clôture - Ouverture		Détail du passif	Clôture		Δ Clôture - Ouverture	
	en k€		en k€	%		en k€		en k€	%
Actif immobilisé 58%	264,6		1,9	+0,7%	Capitaux propres 59%	266,8		9,3	+3,6%
Terrain	44,9		0,8	+1,7%	Capital individuel initial	189,4		0,0	+0,0%
Aménagts, construct. et install. spécialisées	69,8		0,7	+1,0%	Variation du capital initial	68,1		8,9	+14,9%
Matériel	71,2		-0,7	-1,0%	Subventions d'investissement	9,4		0,4	+4,6%
Plantations	9,7		0,4	+4,2%	Dettes 41%	188,7		0,0	+0,0%
Animaux reproducteurs	46,2		-0,2	-0,5%	Dettes à long ou moyen terme	120,4		-0,6	-0,5%
Autres immobilisations	22,7		1,0	+4,6%	Emprunts à court terme	6,4		-0,2	-3,3%
Actifs circulants 42%	189,5		7,3	+4,0%	Autres dettes financ. à - 1 an	11,1		-1,1	-9,3%
Stocks	105,2		5,3	+5,3%	Dettes auprès de tiers	50,9		2,0	+4,0%
Valeurs réalisables	44,5		-1,4	-3,1%	Régularisation passif	0,2		0,0	-22,5%
Valeurs disponibles	39,8		3,5	+9,7%	Total passif	455,7		9,3	+2,1%
Régularisation actif	1,7		0,0	+0,4%					
Total actif	455,7		9,3	+2,1%					

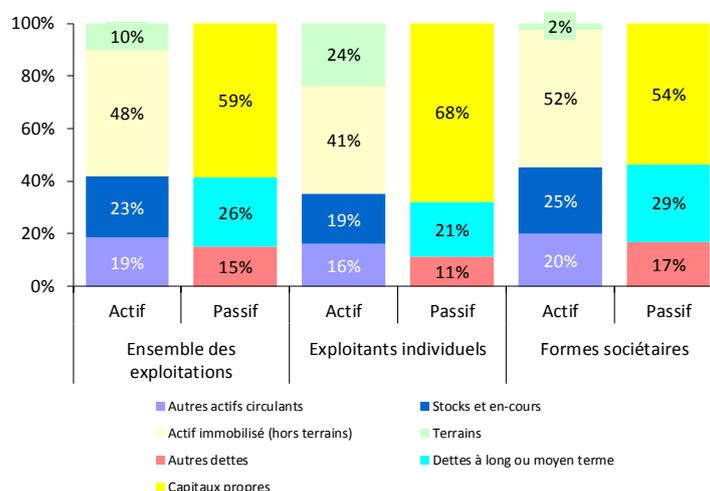
Note de lecture : En moyenne, toutes orientations confondues, à la clôture du bilan de 2018, l'actif total s'élève à 455 700 €, en hausse de 9 300 € (+2,1 %) par rapport à sa valeur à l'ouverture de l'exercice comptable

Source : SSP, RICA 2019 – Résultats 2018 provisoires

Depuis 40 ans, tandis que l'effectif des exploitations individuelles ne cesse de diminuer, le nombre d'exploitations agricoles sous formes sociétaires se développe, ces dernières facilitant l'association entre exploitants et permettant la séparation entre patrimoine privé et professionnel. En 2002, plus des deux tiers des exploitations agricoles de France métropolitaine étaient des exploitations individuelles. En 2018, les exploitations sous formes sociétaires dépassent en nombre les exploitations individuelles. Elles représentent 52 % des exploitations de France métropolitaine.

En moyenne et toutes formes juridiques confondues, les terres représentent 10 % du total de l'actif des moyennes et grandes exploitations agricoles en 2018, soit 17 % des immobilisations totales contre 36 % en 1990. Cette part est toutefois très variable selon la forme juridique (Figure 14). Dans les sociétés, les terres sont en effet le plus souvent sorties de l'actif de l'exploitation pour être affectées au patrimoine personnel de l'agriculteur qui peut les louer à l'exploitation. Ainsi, les terrains constituent seulement 2 % de l'actif des exploitations en formes sociétaires contre 24 % de l'actif des exploitations individuelles. Mécaniquement, la constitution du passif est également différente selon la forme juridique. La présence d'importantes immobilisations en terrains a pour contrepartie des capitaux propres plus élevés pour les exploitants individuels (68 % du total du passif, contre 54 % pour les formes sociétaires). Les dettes de moyen et long terme sont également différemment réparties dans la structure du passif des exploitations : elles représentent 29 % du passif des formes sociétaires contre seulement 21 % du passif des exploitations individuelles.

Figure 14 - Détail du bilan des exploitations agricoles selon leur forme juridique en 2018



Source : SSP, RICA 2019 – Résultats 2018 provisoires

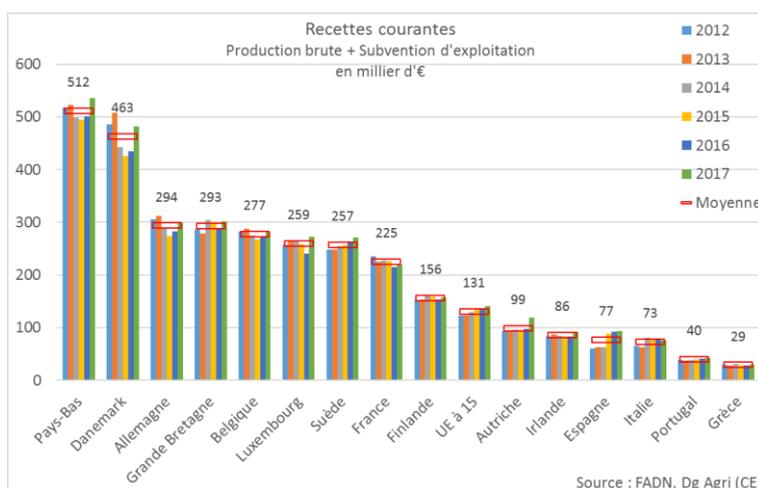
PRINCIPAUX INDICATEURS DE STRUCTURE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : COMPARAISONS ENTRE ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE

Le RICA européen permet de comparer les résultats économiques des exploitations agricoles entre Etats membres de l'UE.

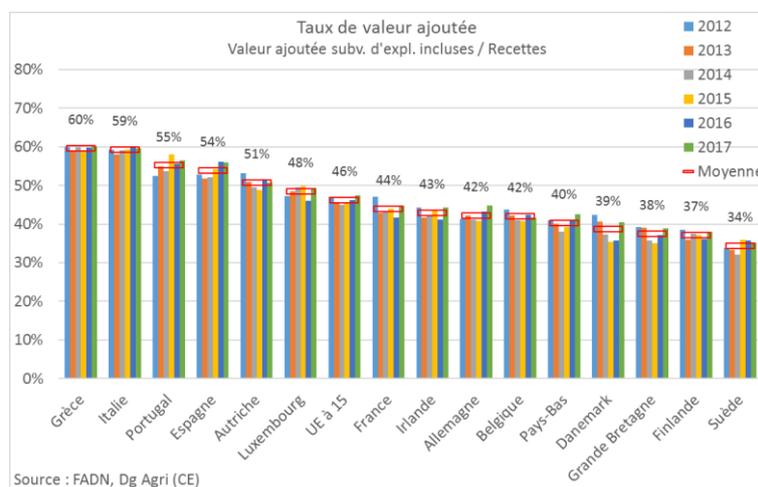
Une première étude, présentée lors de la CCAN de juillet 2019, a comparé les exploitations françaises spécialisées dans les secteurs céréaliers et bovins (lait et viande) à celles des principaux pays producteurs européens. Par rapport à leurs homologues européennes, les exploitations françaises présentent, dans ces orientations, des niveaux de résultats par exploitation et par exploitant peu élevés, s'expliquant notamment par des consommations intermédiaires et des niveaux d'amortissement plutôt élevés qui pèsent sur la rentabilité (revenu net d'exploitation/ recettes totales) et par une taille d'exploitation plus réduite que celle de certains pays partenaires.

Cette analyse est complétée ici par une comparaison de la structure des exploitations agricoles entre les différents pays de l'UE, toutes orientations productives confondues.

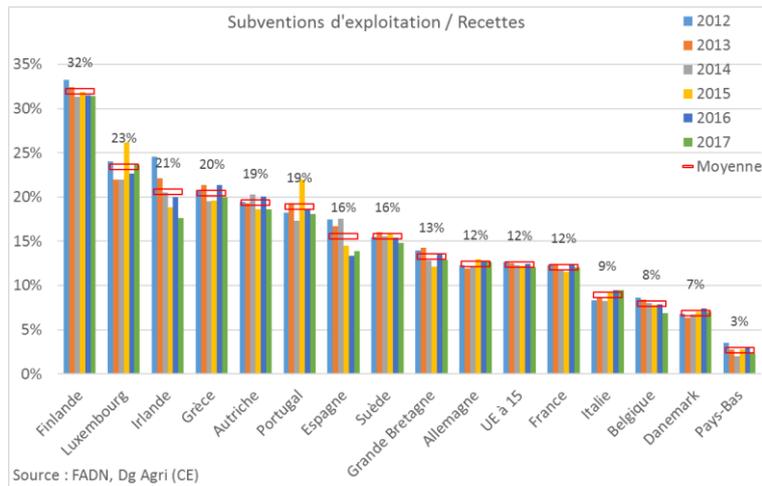
Sur la période 2012-2017, les recettes moyennes annuelles de la ferme France (calculées comme la somme de la production brute et des subventions d'exploitation) dépassent la moyenne de l'ensemble de pays de l'UE à 15. Elles atteignent 224 800 € et se situent au milieu d'une distribution présentant logiquement une grande hétérogénéité, des Pays-Bas (512 000 €) jusqu'à la Grèce (29 100 €).



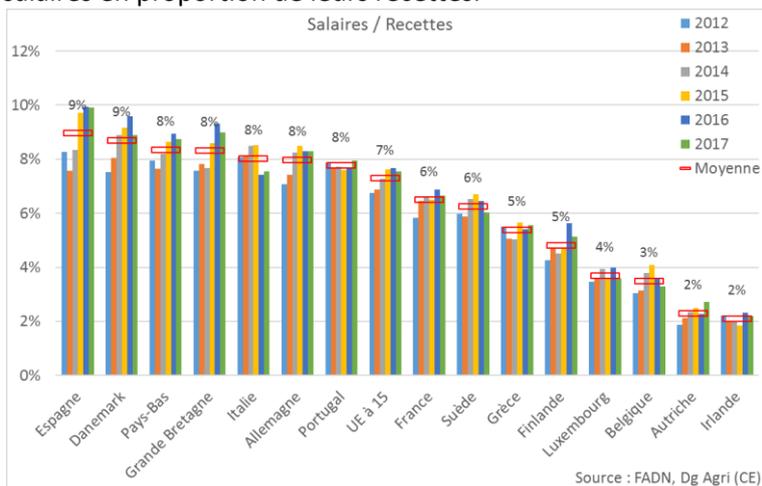
Si l'on s'intéresse au taux de valeur ajoutée (i.e. la production brute augmentée des subventions d'exploitation et diminuée des consommations intermédiaires rapportée aux recettes), la distribution précédemment observée tend à s'inverser, la France restant globalement dans la moyenne, avec un taux de 44 %.



Ramenées aux recettes, les subventions d'exploitation se situent en France au même niveau que la moyenne de l'UE à 15 (12,1 % contre 12,3 % sur la période 2002-2017).



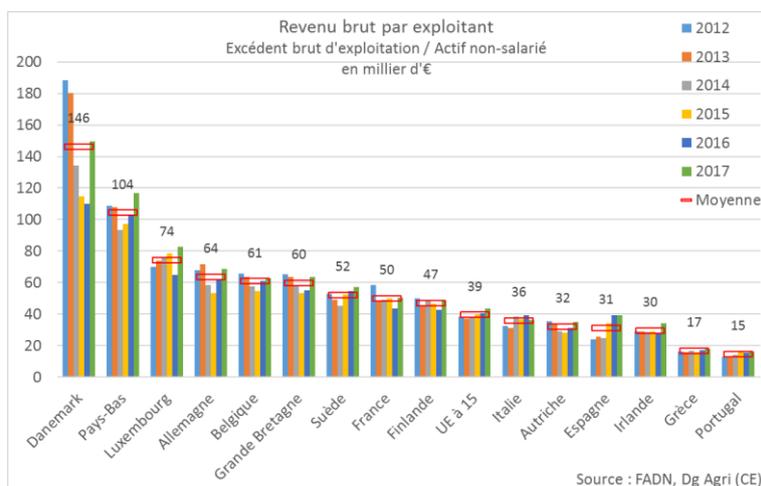
Le ratio des salaires versés sur les recettes permet d'apprécier la capacité des exploitations agricoles à générer de l'emploi. Avec des salaires versés qui représentent 6,5 % des recettes annuelles, la France se situe légèrement en deçà de la moyenne européenne (7,3 %). Les agricultures espagnoles et danoises sont celles qui versent le plus de salaires en proportion de leurs recettes.



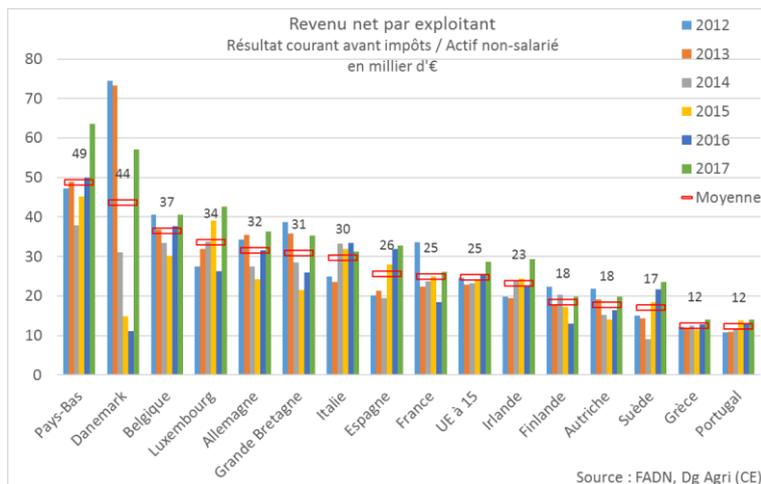
La profitabilité des entreprises agricoles mesure la part de revenu générée par la stricte activité d'exploitation (ici, l'excédent brut d'exploitation) dans les recettes courantes. Avec un taux de 31,3 %, la France se situe en peu en deçà de la moyenne européenne et assez loin des agricultures méditerranéennes (Grèce, Portugal, Italie, Espagne).



L'excédent brut d'exploitation par unité de travail non salarié atteint en France 50 000 € de moyenne annuelle sur la période 2012-2017, soit 10 500 € de plus que la moyenne européenne. Il est nettement supérieur à celui des agricultures méditerranéennes caractérisées par une taille d'exploitation plus faible en moyenne mais sensiblement inférieur à celui du Danemark ou des Pays-Bas.



Le résultat courant avant impôt ou revenu d'exploitation familial en terminologie européenne (excédent brut d'exploitation auquel on a soustrait les amortissements et les intérêts versés) s'établit à 24 810 € par unité de travail familial dans l'UE. Cette valeur est très proche de la moyenne française sur la même période (24 860 € par unité de travail familial) mais masque une grande diversité des montants moyens entre les différents Etats membres.



Au total, les différents indicateurs analysés montrent que les exploitations agricoles françaises sont souvent proches des structures agricoles moyennes de l'UE à 15, tant en termes de valeur ajoutée créée, de subventions perçues, d'emploi salarié rémunéré ou de revenu généré. Elles se caractérisent en revanche par une taille moyenne légèrement supérieure à la moyenne européenne. Les écarts entre pays issus de ces comparaisons peuvent renvoyer à de multiples facteurs explicatifs qui n'ont pas été analysés ici : différences de spécialisation productive, différences structurelles d'organisation, situations conjoncturelles contrastées...

Annexes

Figure A - Comptes de résultats 2018

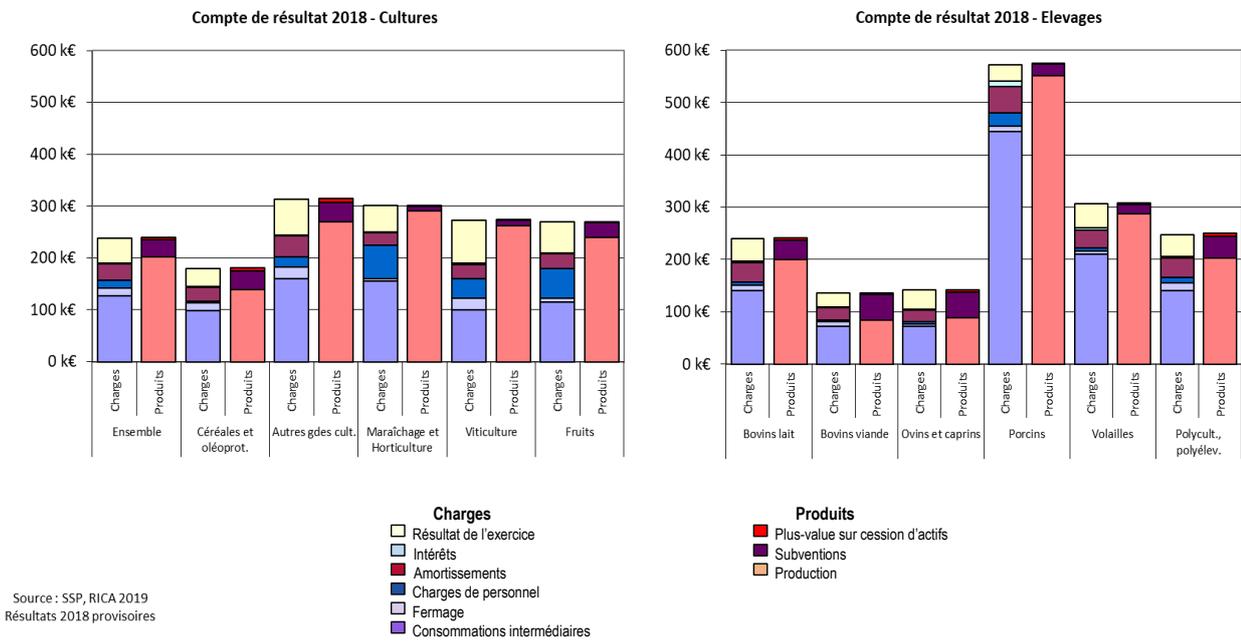


Figure B - Bilans 2018

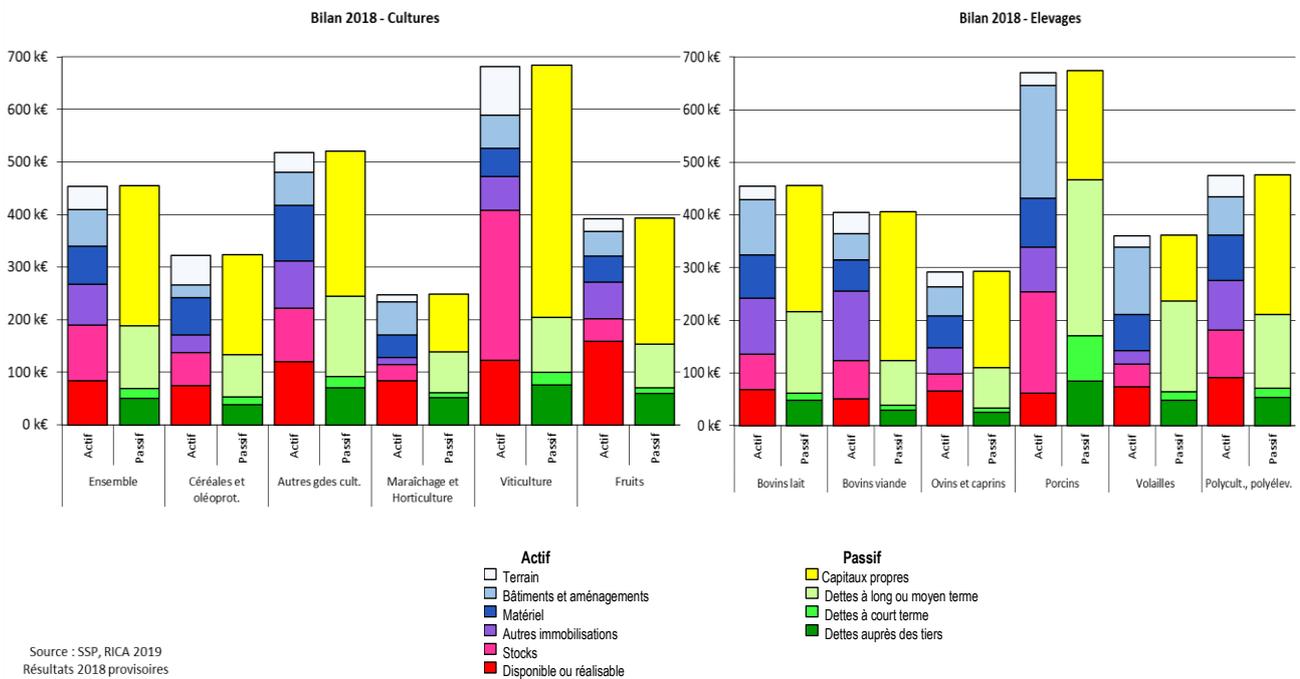
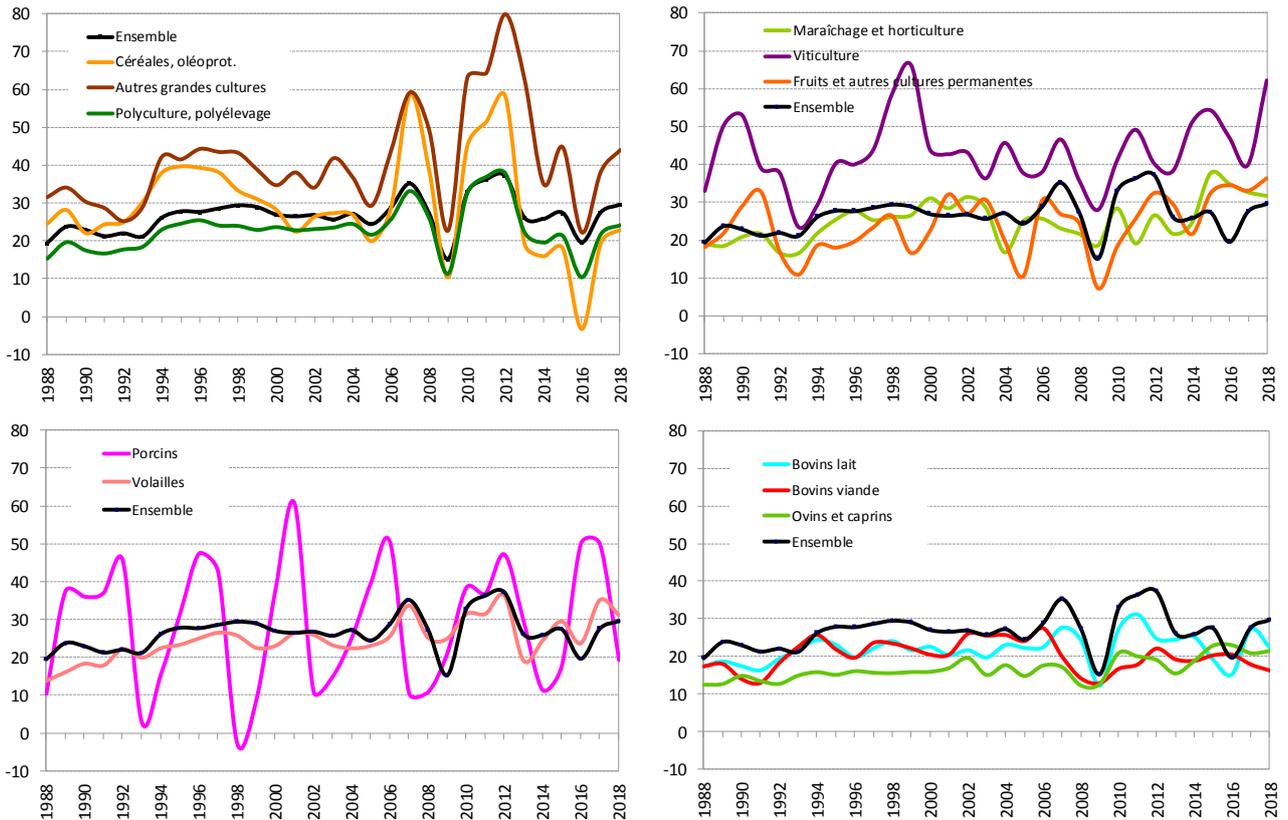


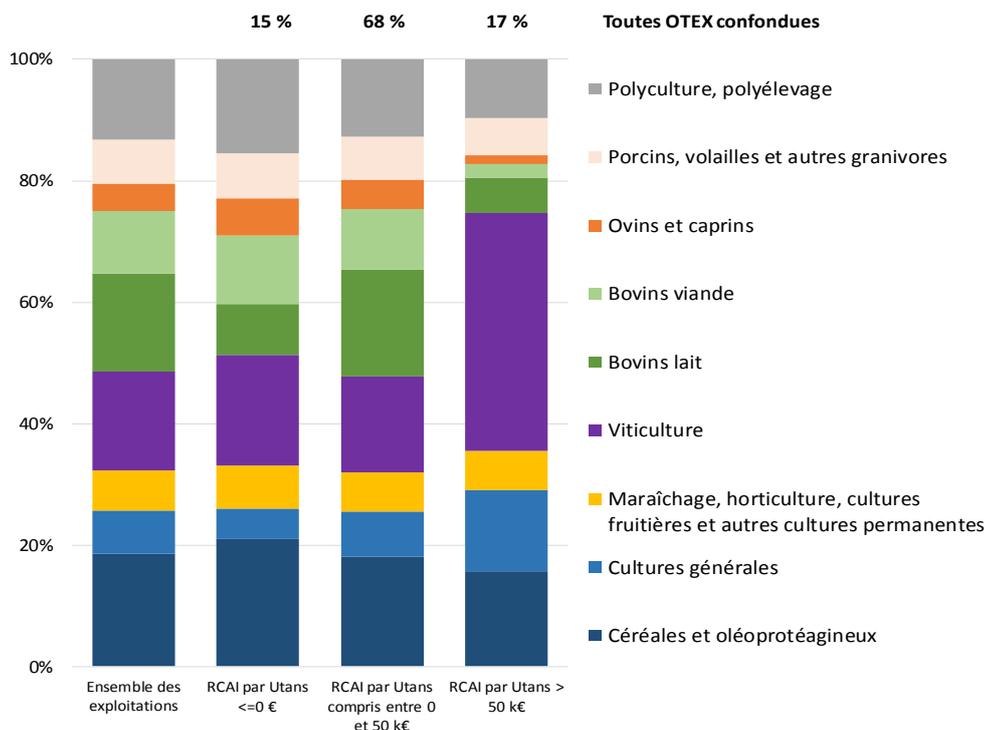
Figure C - Evolution* du RCAI par Utans par orientation productive, en millier d'€ 2018



*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - calcul en valeurs réelles

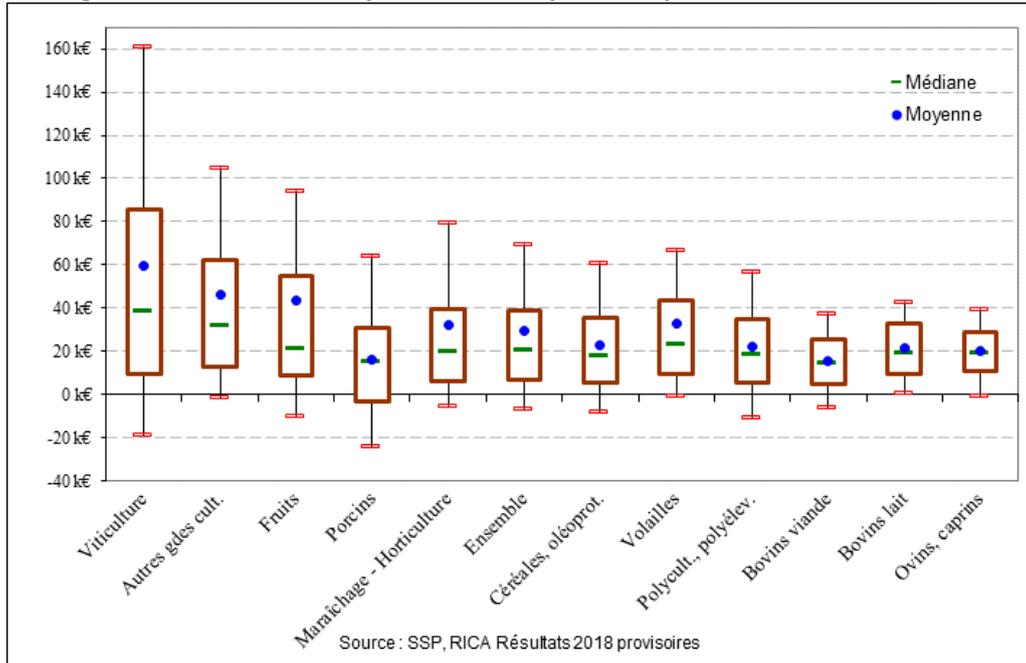
Source : SSP RICA

Figure D - Contribution des orientations productives aux classes de RCAI par Utans (en % du total de la classe)



Source : SSP-RICA

Figure E - Indicateurs de dispersion du RCAI par Utans par orientation en 2018, en €



Source : SSP-RICA

Figure F - Dispersion du RCAI par Utans, en € réels

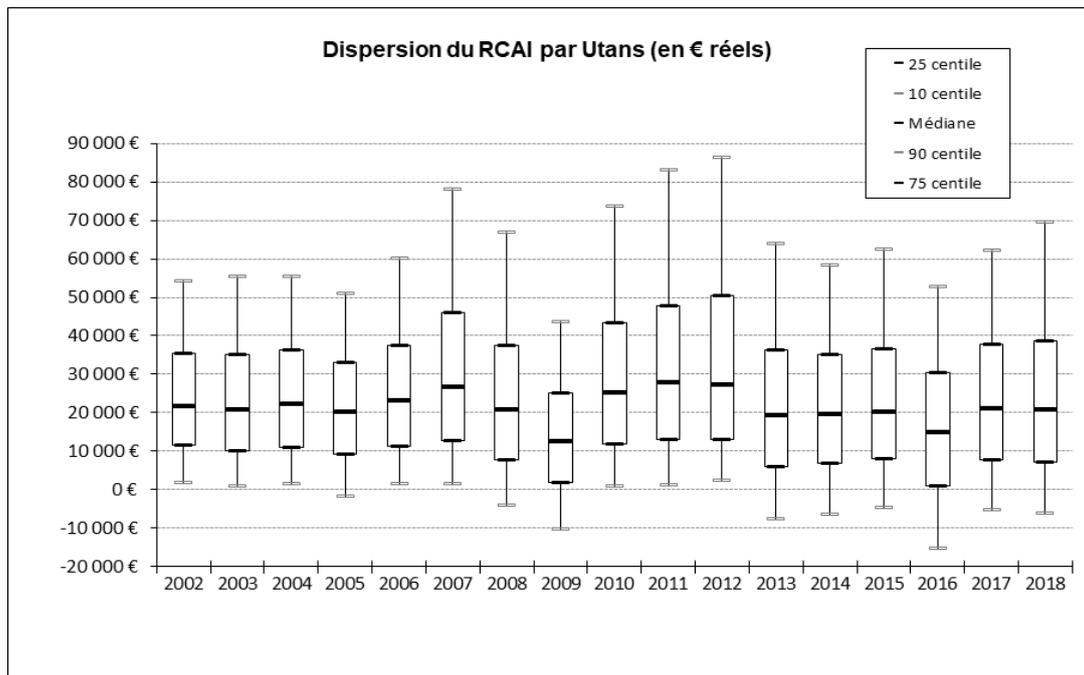


Tableau A - Indicateurs de dispersion de l'EBE par Utans par orientation en 2018, en €

	10 centile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Effectif	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Viticulture	2 220	24 197	56 584	109 377	198 659	87 857	45 804	85 179	5
Autres gdes cult.	15 284	31 094	61 954	97 719	157 119	79 595	19 724	66 625	3
Fruits	8 248	20 602	35 743	75 184	141 701	67 814	7 607	54 581	4
Porcins	9 401	22 506	47 384	74 172	146 499	60 045	5 463	51 666	3
Volailles	16 383	27 466	47 777	77 033	121 543	64 742	10 179	49 568	3
Céréales, oléoprot.	9 810	20 310	35 384	65 905	100 005	47 910	52 363	45 596	3
Polycult., polyélev.	6 886	21 517	41 551	65 610	97 362	49 003	37 050	44 093	3
Ensemble France métropolitaine	10 411	22 842	40 704	66 909	107 529	55 552	297 915	44 066	3
Maraîchage - Horticulture	4 290	15 070	31 738	58 161	105 110	51 722	11 069	43 091	4
Bovins lait	15 834	28 286	43 326	62 433	82 077	47 342	45 227	34 146	2
Bovins viande	11 966	22 066	34 900	47 762	65 241	36 652	28 831	25 696	2
Granivores mixte	21 273	34 879	47 975	59 934	72 524	47 997	4 594	25 055	2
Bovins mixte	19 897	31 621	41 156	56 480	76 008	45 286	11 398	24 859	2
Ovins, caprins	17 176	23 587	35 094	47 420	62 073	38 444	12 885	23 833	2

* Classement des orientations productives par ordre croissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA

Tableau B - Indicateurs de dispersion du RCAI par Utans par orientation en 2018, en €

	10 centile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Effectif	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Viticulture	-18 507	9 653	38 957	85 947	160 723	59 302	45 804	76 294	9
Autres gdes cult.	-1 340	13 140	32 016	61 992	104 987	46 322	19 724	48 852	5
Fruits	-9 665	8 617	21 635	55 250	94 237	43 652	7 607	46 633	6
Volailles	-453	9 264	23 595	43 452	67 017	32 788	10 179	34 188	5
Porcins	-23 807	-3 071	15 842	31 061	64 274	16 220	5 463	34 131	-10
Maraîchage - Horticulture	-5 334	6 374	20 439	39 674	79 505	32 002	11 069	33 300	6
Ensemble France métropolitaine	-6 118	7 039	20 773	38 721	69 651	29 596	297 915	31 683	6
Céréales, oléoprot.	-7 749	5 257	18 425	35 550	60 681	23 079	52 363	30 293	7
Polycult., polyélev.	-10 506	5 338	19 039	35 162	56 669	22 405	37 050	29 824	7
Granivores mixte	-3 243	8 375	23 659	31 955	41 952	20 360	4 594	23 581	4
Bovins lait	1 068	9 469	19 689	32 984	43 015	21 468	45 227	23 515	3
Bovins mixte	-1 881	10 157	21 814	31 778	43 396	20 330	11 398	21 621	3
Bovins viande	-5 606	4 831	14 667	25 459	37 373	15 359	28 831	20 628	5
Ovins, caprins	-444	10 582	19 294	29 160	39 845	20 451	12 885	18 578	3

* Classement des orientations productives par ordre croissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA

Variabilité de l'EBE par OTEX entre 2011 et 2018

Tableau C - Part des exploitations avec diminution de l'EBE de plus de 30% par rapport à l'année précédente (en % du nombre d'exploitations de la catégorie)

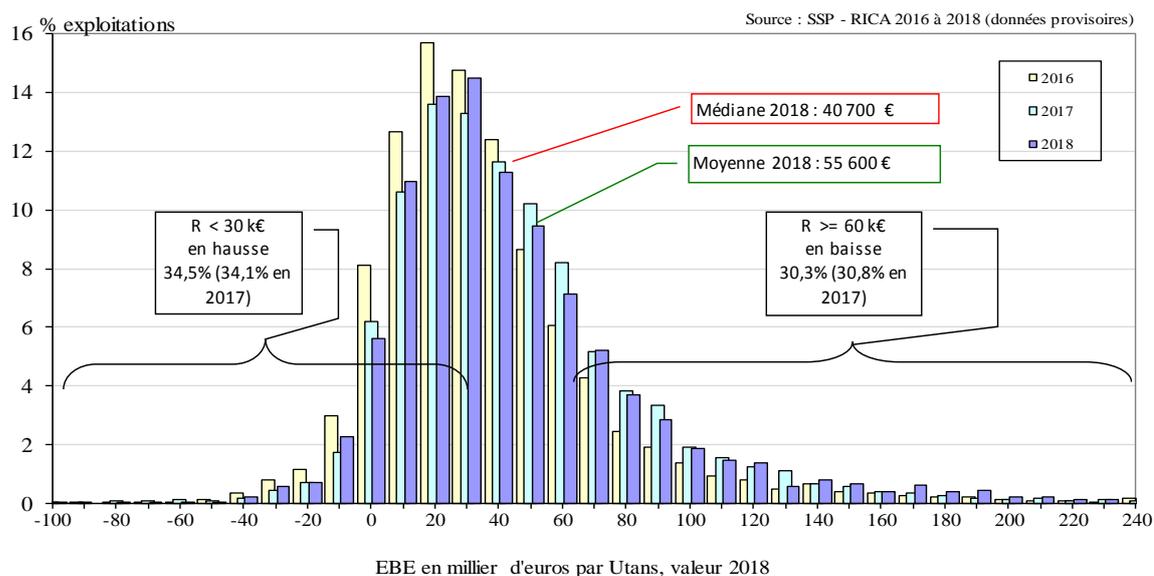
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Céréales et oléoprot.	12%	10%	76%	28%	22%	67%	7%	20%
Autres gdes cult.	18%	7%	28%	41%	17%	53%	13%	19%
Maraîchage et horticulture	35%	21%	30%	26%	16%	19%	22%	25%
Viticulture	18%	39%	30%	19%	23%	25%	36%	21%
Fruits et austr. cult. perm.	22%	16%	25%	39%	17%	24%	32%	27%
Bovins lait	6%	17%	11%	11%	23%	22%	5%	21%
Bovins viande	17%	10%	22%	15%	13%	19%	23%	21%
Ovins et caprins	17%	17%	19%	15%	10%	10%	21%	12%
Porcins	21%	NS	37%	36%	20%	NS	20%	60%
Volailles	17%	NS	32%	14%	NS	21%	13%	17%
Polycult., polyélev.	13%	11%	41%	18%	14%	37%	15%	19%
Ensemble France métr.	15%	17%	34%	20%	18%	34%	16%	21%

Tableau D - Part des exploitations avec augmentation de l'EBE de plus de 30% par rapport à l'année précédente (en % du nombre d'exploitations de la catégorie)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Céréales et oléoprot.	29%	37%	3%	30%	31%	11%	70%	30%
Autres gdes cult.	28%	31%	10%	8%	29%	13%	58%	28%
Maraîchage et horticulture	20%	29%	19%	29%	29%	24%	19%	26%
Viticulture	38%	24%	32%	41%	25%	29%	24%	45%
Fruits et austr. cult. perm.	35%	41%	30%	28%	49%	40%	28%	39%
Bovins lait	20%	7%	18%	18%	9%	14%	49%	9%
Bovins viande	23%	31%	17%	18%	25%	18%	16%	20%
Ovins et caprins	15%	22%	22%	26%	29%	24%	12%	23%
Porcins	14%	31%	NS	11%	37%	63%	24%	NS
Volailles	17%	18%	NS	25%	20%	14%	30%	22%
Polycult., polyélev.	27%	27%	6%	29%	25%	12%	47%	24%
Ensemble France métr.	26%	25%	15%	26%	25%	18%	41%	25%

**Figure G - Evolution de la distribution de l'excédent brut d'exploitation entre 2016 et 2018
(en % d'exploitations)**

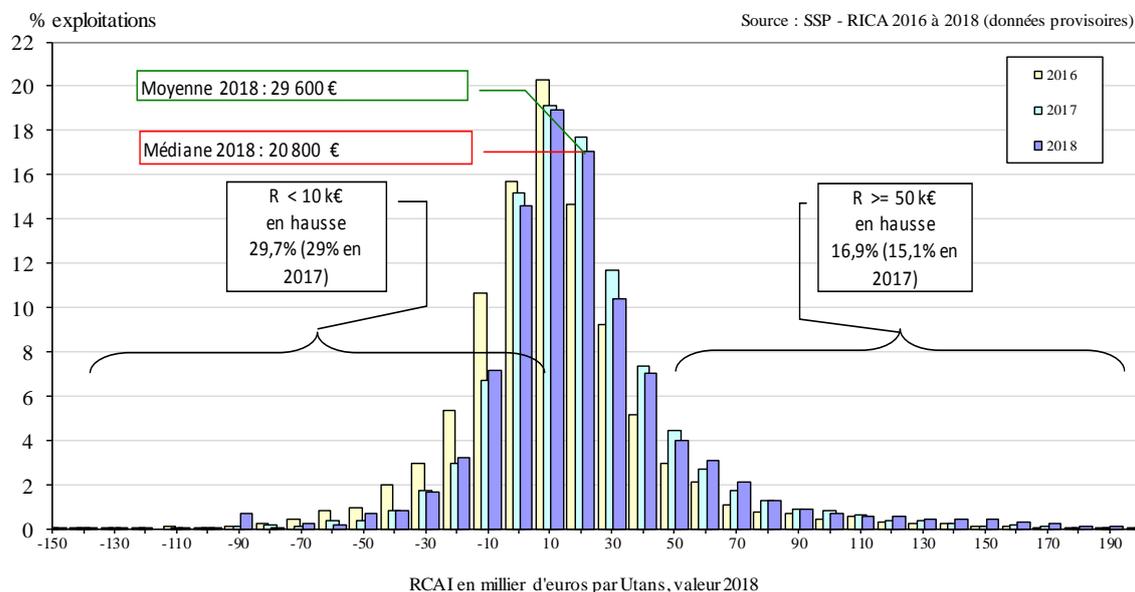
Distribution de l'excédent brut d'exploitation par Utans en 2016, 2017 et 2018



Source : SSP, RICA - Résultats 2018 provisoires

**Figure H - Evolution de la distribution du résultat courant par actif non salarié entre 2016 et 2018
(en % d'exploitations)**

Distribution du résultat courant avant impôts par Utans en 2016, 2017 et 2018



Source : SSP, RICA - Résultats 2018 provisoires

Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2018

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2017 en euros 2018 - Source : SSP, RICA

	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage - Horticulture	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
Echantillon	6 953		852		530		406	
Population	297 915		52 363		19 724		11 069	
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	88,8	+0,8	126,1	+0,5	120,0	+1,1	9,3	+1,8
dont : SAU en fermage	73,4	+0,4	107,7	-0,4	110,6	+1,4	6,7	+1,2
Effectifs animaux (en UGB)	79,6	-1,4	7,4	-2,2	11,8	-6,2	0,6	+3,8
Nombre d'UTA	2,0	-0,2	1,3	-1,0	2,1	-2,1	4,1	-3,2
dont : UTA non salariées	1,4	-0,8	1,2	-0,6	1,4	-1,0	1,4	-1,7
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)								
Capacité d'autofinancement	73,0	+4,1	54,3	+5,0	101,5	+9,1	71,3	+1,7
- Prélèvements privés	38,8	+6,2	27,1	+31,3	56,9	+9,3	-42,0	-10,9
= Autofinancement	34,2	+1,7	27,1	-12,5	44,6	+8,8	113,4	-3,4
Actif immobilisé	264,6	+0,1	184,4	-1,4	296,6	-0,9	133,4	-0,8
Actif circulant	189,5	+3,2	138,1	+2,7	221,5	+5,6	114,2	+3,6
Stocks	105,2	+4,2	64,0	+0,8	101,8	+9,5	30,9	-2,3
Capitaux propres	266,8	+2,8	189,4	+3,6	276,3	+3,6	110,2	+7,4
Endettement total	188,7	-0,7	134,1	-4,2	244,5	+0,1	138,5	-3,0
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)								
Ventes et autoconsommation								
- Achats d'animaux	6,9	-0,7	2,6	+2,8	2,1	-24,3	0,0	+54,0
= Ventes et autoconso. nette des achats d'animaux	190,6	+3,0	135,2	+9,0	254,8	+8,4	284,7	+2,1
+ Production stockée	3,1	+133,8	-1,5	-134,5	1,1	-94,0	-0,4	-208,8
+ Production immobilisée	3,0	+23,3	0,4	-1,7	4,5	+23,6	1,5	-10,8
+ Produits divers	5,3	-0,1	5,5	+4,8	9,6	+10,3	5,1	-8,2
= Production de l'exercice	201,9	+3,9	139,6	+3,6	270,1	+4,8	291,0	+1,5
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,5	-6,4	0,9	-13,0	1,1	-8,1	0,4	+19,8
- Charges d'approvisionnement	70,8	+2,8	59,4	+3,4	92,8	+1,2	89,9	-0,2
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	57,2	+4,1	40,5	+1,2	68,2	+4,9	65,9	+8,7
= Valeur ajoutée	74,4	+4,7	40,6	+6,0	110,1	+7,8	135,5	-0,5
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	-100,0	0,0		0,0		0,0	
+ Subventions d'exploitation	29,0	-4,4	31,2	-5,3	31,8	-9,0	5,4	-6,6
+ Indemnités d'assurance	2,7	+22,5	3,4	+38,9	4,9	+104,5	0,9	+15,4
- Fermages	13,9	-0,0	14,9	-3,2	23,2	-1,2	5,0	-0,1
- Impôts et taxes	2,3	+2,6	2,3	+3,8	3,6	+0,2	1,8	+3,2
- Charges de personnel	14,8	+0,6	2,7	-2,9	18,7	-1,2	63,9	-2,2
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	75,0	+3,3	55,3	+3,7	101,2	+8,3	71,1	+0,7
+ Transferts de charge	0,4	-0,6	0,3	+16,1	1,3	-25,2	0,9	+17,1
- Dotations aux amortissements	31,6	-2,6	27,1	-9,4	40,8	-5,7	24,8	-3,4
= Résultat d'exploitation	43,8	+7,9	28,5	+20,1	61,7	+18,6	47,2	+3,2
+ Produits financiers	0,7	+7,7	0,8	-9,9	2,3	+41,0	0,5	-4,4
- Charges financières	3,4	-10,8	2,4	-15,3	3,9	-10,1	2,1	-10,3
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	41,2	+9,7	27,0	+23,2	60,1	+21,9	45,5	+3,9
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	4,8	+40,8	6,7	+60,9	7,3	+41,8	1,2	-29,6
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,4	+3,2	0,3	+21,0	0,7	-6,9	2,4	+6,2
+ Profits et charges exceptionnels	0,2	+21,7	0,3	+191,6	0,6	+1,9	1,0	+32,7
= Résultat de l'exercice	47,6	+12,1	34,2	+30,0	68,6	+23,2	50,1	+3,7
Cotisations sociales de l'exploitant	10,3	+11,5	6,9	+13,3	14,2	+13,2	12,8	+10,6
EBE par UTA non salariée	54,0	+4,1	46,8	+4,3	74,3	+9,4	49,6	+2,4
RCAI par unité de travail annuel	29,6	+10,6	22,9	+23,9	44,1	+23,1	31,8	+5,6

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2018

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2017 en euros 2018 - Source : SSP, RICA

	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
Echantillon	1 117		336		955		697	
Population	45 804		7 607		45 227		28 831	
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	25,5	-0,2	32,1	+0,9	93,5	+0,9	110,5	+0,2
dont : SAU en fermage	17,9	-0,2	22,3	+1,0	80,6	+0,8	80,0	-0,4
Effectifs animaux (en UGB)	0,5	-0,5	1,9	-1,4	105,9	-0,4	120,5	-1,5
Nombre d'UTA	2,7	+1,8	4,3	-4,7	1,9	+1,4	1,4	-0,2
dont : UTA non salariées	1,2	-1,8	1,4	-0,7	1,6	-0,3	1,3	-0,4
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)								
Capacité d'autofinancement	105,0	+39,5	81,4	+6,2	73,0	-10,2	45,1	-4,4
- Prélèvements privés	48,1	+3,0	38,4	+0,5	42,0	+3,3	29,1	+3,5
= Autofinancement	57,0	+104,3	42,9	+12,4	31,0	-24,1	16,1	-16,7
Actif immobilisé	273,3	+2,0	189,6	+3,1	319,2	+0,4	281,1	-1,0
Actif circulant	408,8	+7,7	202,4	+6,9	135,4	-0,3	123,7	-3,8
Stocks	286,6	+7,3	43,1	+13,4	67,2	+1,4	73,0	-0,7
Capitaux propres	478,9	+7,3	239,8	+8,1	239,1	-0,7	282,4	-1,8
Endettement total	204,9	+1,0	153,7	+0,5	217,1	+1,2	123,4	-1,9
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)								
Ventes et autoconsommation								
- Achats d'animaux	0,0	+10,9	0,1	-17,3	3,3	-0,6	6,5	+5,2
= Ventes et autoconso. nette des achats d'animaux	230,4	+3,6	225,8	-1,6	194,8	+1,5	82,4	+0,9
+ Production stockée	22,2	///	4,0	///	-0,4	-105,0	-1,1	///
+ Production immobilisée	5,0	+0,5	5,5	-10,1	3,2	+54,3	1,5	+58,9
+ Produits divers	4,5	+4,8	4,4	-6,4	2,1	-7,3	1,3	-3,8
= Production de l'exercice	262,1	+16,9	239,7	+0,4	199,7	+0,2	84,1	+0,9
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,2	-5,2	0,2	+35,1	0,3	-3,3	0,1	-18,6
- Charges d'approvisionnement	35,2	+2,4	37,4	+0,8	76,2	+6,6	37,5	+5,0
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	65,3	+5,4	77,5	+1,8	64,1	+4,8	35,2	+1,9
= Valeur ajoutée	161,8	+26,1	125,0	-0,5	59,7	-10,8	11,6	-13,1
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0		0,0		0,0		0,0	
+ Subventions d'exploitation	4,5	-8,3	19,2	+1,7	33,5	-3,6	46,4	-2,8
+ Indemnités d'assurance	3,5	-20,1	4,7	+48,3	1,6	+20,2	1,4	+28,2
- Fermages	22,3	+6,1	8,1	-2,1	11,3	-1,5	9,0	-3,7
- Impôts et taxes	3,2	+4,7	1,6	-18,5	1,9	+1,0	1,3	+3,0
- Charges de personnel	37,1	+3,6	57,5	-5,0	5,3	+17,0	2,0	+2,2
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	107,1	+38,0	81,8	+6,4	76,2	-10,4	47,1	-5,0
+ Transferts de charge	0,3	-10,3	0,7	-1,7	0,3	+14,4	0,0	-52,5
- Dotations aux amortissements	27,8	+1,8	28,3	+0,7	37,0	-1,4	24,3	-1,3
= Résultat d'exploitation	79,6	+56,4	54,2	+9,5	39,4	-17,2	22,9	-8,8
+ Produits financiers	0,4	+13,6	0,7	-4,0	0,6	+0,8	0,2	-16,5
- Charges financières	2,9	-8,6	2,2	-7,2	4,2	-9,8	2,2	-12,2
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	77,1	+60,1	52,7	+10,2	35,8	-17,7	20,8	-8,5
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	2,7	+48,9	2,3	-14,9	4,7	+19,7	3,8	+4,0
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	2,0	+1,4	3,8	+9,7	1,7	+1,5	1,0	+5,4
+ Profits et charges exceptionnels	0,1	+6,8	0,4	-48,0	0,2	-12,2	0,0	+568,0
= Résultat de l'exercice	82,0	+57,4	59,1	+8,3	42,5	-14,1	25,7	-5,7
Cotisations sociales de l'exploitant	13,5	+7,5	11,9	-0,3	10,4	+13,9	6,7	+4,8
EBE par UTA non salariée	86,4	+40,6	56,7	+7,1	47,7	-10,1	36,7	-4,7
RCAI par unité de travail annuel	62,2	+63,1	36,5	+11,0	22,4	-17,5	16,2	-8,2

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2018

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2017 en euros 2018 - Source : SSP, RICA

	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture, polyélevage	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
Echantillon	437		214		302		712	
Population	12 885		5 463		10 179		37 050	
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	93,7	-1,1	63,9	+2,9	38,3	+2,2	120,0	+0,8
dont : SAU en fermage	56,6	-2,8	54,7	+2,6	28,9	+1,4	104,1	+0,2
Effectifs animaux (en UGB)	75,3	-2,5	499,2	-1,1	399,0	-0,6	95,5	+0,1
Nombre d'UTA	1,6	+1,2	2,4	+1,0	1,6	-0,0	2,0	-0,9
dont : UTA non salariées	1,4	-0,7	1,5	-0,1	1,3	-0,9	1,5	-1,0
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)								
Capacité d'autofinancement	52,9	+3,2	79,4	-35,1	75,5	-0,8	72,8	+2,5
- Prélèvements privés	33,0	+1,6	48,7	-28,9	35,6	+12,6	37,9	+27,6
= Autofinancement	19,9	+6,0	30,6	-42,2	39,9	-11,0	35,0	-15,8
Actif immobilisé	194,4	+2,0	415,9	-0,2	243,8	+1,5	293,4	+0,2
Actif circulant	97,5	-2,7	254,8	-1,3	116,3	-3,8	180,9	+1,4
Stocks	31,6	+2,2	193,7	+0,7	42,3	-4,3	90,2	+4,1
Capitaux propres	182,6	+1,3	208,2	-7,3	125,1	+7,5	264,7	+1,5
Endettement total	110,2	-1,0	466,4	+2,7	237,2	-4,0	211,3	-0,3
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)								
Ventes et autoconsommation								
- Achats d'animaux	3,5	+17,5	34,5	-9,0	52,1	+0,8	11,1	-1,4
= Ventes et autoconso. nette des achats d'animaux	86,5	+3,7	534,6	-7,9	283,0	+2,4	196,3	+4,6
+ Production stockée	0,4	///	0,7	///	-2,5	///	-0,6	-81,7
+ Production immobilisée	1,3	+9,6	9,8	-15,8	4,1	-16,9	2,1	-13,4
+ Produits divers	0,7	+31,4	7,0	+11,0	3,2	-2,7	4,7	+1,7
= Production de l'exercice	88,9	+3,5	552,1	-7,4	287,8	+1,1	202,4	+2,6
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	-54,4	0,7	+23,8	0,5	+8,5	0,5	-9,6
- Charges d'approvisionnement	38,3	+2,4	339,1	+0,9	153,2	-0,2	79,3	+3,9
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	33,8	+1,2	105,9	-1,7	58,0	+3,7	62,0	+1,5
= Valeur ajoutée	16,9	+10,3	107,8	-29,0	77,1	+1,9	61,6	+2,0
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0		0,0	-100,0	0,0		0,0	
+ Subventions d'exploitation	46,5	-0,2	17,8	-5,3	13,3	-23,2	38,0	-4,4
+ Indemnités d'assurance	1,2	+12,4	1,4	+17,6	2,3	+108,0	3,5	+20,4
- Fermages	5,3	-0,7	10,2	-0,1	5,2	+2,7	15,2	-1,5
- Impôts et taxes	1,1	+6,5	3,2	-0,2	1,7	+1,3	2,3	+3,5
- Charges de personnel	3,8	+13,2	25,5	-3,5	6,8	+6,0	10,2	-7,0
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	54,3	+2,2	88,1	-33,0	79,0	-2,1	75,5	+1,4
+ Transferts de charge	0,1	+40,0	0,6	-38,4	0,7	+85,5	0,2	-1,0
- Dotations aux amortissements	22,7	+2,0	51,5	-0,5	35,1	+2,4	36,4	-3,1
= Résultat d'exploitation	31,8	+2,4	37,3	-53,6	44,6	-4,4	39,4	+5,7
+ Produits financiers	0,2	+54,4	0,9	+19,0	0,5	+5,1	0,9	+15,4
- Charges financières	2,0	-14,3	10,3	-9,8	5,0	-8,0	3,9	-10,8
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	30,1	+3,9	27,9	-59,9	40,2	-3,8	36,4	+7,9
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	4,0	+104,9	2,3	+1 593,5	3,0	+105,2	4,8	-1,1
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,7	+4,7	2,0	-0,8	1,8	+13,4	1,2	-2,8
+ Profits et charges exceptionnels	0,1	+169,5	0,0	-95,9	0,2	///	0,1	///
= Résultat de l'exercice	35,9	+11,4	32,1	-55,0	45,2	+0,7	42,5	+6,9
Cotisations sociales de l'exploitant	8,0	+8,3	16,8	+27,4	10,9	+19,5	9,6	+14,5
EBE par UTA non salariée	38,7	+2,9	60,7	-33,0	61,0	-1,1	49,9	+2,4
RCAI par unité de travail annuel	21,4	+4,7	19,2	-59,9	31,0	-2,9	24,1	+9,0

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Tableau F : Situation financière des exploitations en 2018

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros - Source : SSP, RICA

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage - horticulture	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
Résultat courant avant impôts	41,2	+9,7	27,0	+23,2	60,1	+21,9	45,5	+3,9
+ Dotation aux amortissements	31,6	-2,6	27,1	-9,4	40,8	-5,7	24,8	-3,4
+ Charges et produits exceptionnels	0,2	+21,7	0,3	+191,6	0,6	///	1,0	+32,7
= Capacité d'autofinancement	73,0	+4,1	54,3	+5,0	101,5	+9,1	71,3	+1,7
- Prélèvements privés	38,8	+6,2	27,1	+31,3	56,9	+9,3	42,0	-10,9
= Autofinancement	34,2	+1,7	27,1	-12,5	44,6	+8,8	29,3	+28,5
+ Cessions d'immobilisations	8,9	+43,7	10,1	+50,3	13,5	+55,9	2,7	-42,5
+ Subventions d'équipement reçues	1,8	+9,5	0,4	+182,6	0,4	-39,4	2,7	+89,1
+ Nouvelles dettes financières	33,5	+3,2	24,2	+5,2	40,3	-11,0	25,9	+14,1
+ Variation des dettes auprès des tiers	2,0	+104,5	2,9	+31 428,5	10,7	+489,1	-3,7	-174,3
+ Diminution de trésorerie nette								
= Total des ressources	80,4	+7,4	64,7	+5,6	109,6	+11,9	56,9	+4,8
Acquisitions d'immobilisations	37,8	+12,8	29,3	+16,5	48,5	+3,7	26,7	-4,8
+ Augmentation des animaux reproducteurs	-0,2	-184,0	-0,1	///	-0,5	///	0,1	///
+ Charges à répartir	0,0	-1 003,1	0,0	///	0,0	///	0,0	///
+ Remboursements des dettes financières	34,3	-1,7	27,6	-7,6	46,2	-0,4	24,5	-5,3
+ Variation des stocks	5,3	+264,4	1,4	-83,4	10,1	-10,5	-0,2	-152,4
+ Variation des créances auprès des tiers	-1,7	///	-2,5	-327,1	-1,1	///	2,0	///
+ Variation des comptes de régularisation	0,1	///	-0,1	///	0,7	///	0,1	///
+ Augmentation de trésorerie nette	5,0	+5,6	9,1	///	5,7	///	3,7	+31,1
= Total des emplois	80,4	+7,4	64,7	+5,6	109,6	+11,9	56,9	+4,8
Variation du fonds de roulement net	6,6	+33,3	5,0	-15,0	4,6	+66,3	9,3	///
Variation du besoin en fonds de roulement	1,6	-80,1	-4,1	-126,3	-0,9	-107,5	5,6	///
Variation de trésorerie nette	5,0	+5,4	9,1	///	5,5	///	3,7	+30,5
Investissement total	28,7	+3,1	19,1	+5,4	34,5	-9,0	24,1	+1,5
Excédent de trésorerie d'exploitation	69,9	+2,3	59,1	+31,5	96,5	+11,6	64,0	-14,4

Bilan 2018	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage - horticulture	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	264,6	+0,7	184,4	-0,7	296,6	+0,4	133,4	+0,3
Terrains	44,9	+1,7	56,7	+2,7	37,2	-0,0	13,4	+0,7
Aménagements terrains	2,5	+1,0	3,1	+1,6	2,5	-6,3	2,8	+2,3
Constructions	56,7	+1,2	16,6	-4,5	48,5	+8,3	36,6	-0,0
Installations spécialisées	10,6	-0,4	4,0	-10,9	12,5	-7,3	24,1	+6,6
Matériel	71,2	-1,0	71,3	-2,6	105,9	-4,4	42,0	-4,0
Plantations (y compris forêt)	9,7	+4,2	0,3	+17,5	1,1	+7,2	2,1	+3,8
Animaux reproducteurs	46,2	-0,5	6,0	-1,2	7,2	-6,4	0,6	-9,4
Autres immobilisations	22,7	+4,6	26,5	+1,3	81,6	+4,9	11,7	+3,7
Actif circulant	189,5	+4,0	138,1	+2,8	221,5	+6,2	114,2	+5,0
Stocks et en-cours	105,2	+5,3	64,0	+2,2	101,8	+11,0	30,9	-0,7
dont animaux circulants	21,8	-1,4	3,3	+3,0	6,5	-1,9	0,2	+27,6
Valeurs réalisables	44,5	-3,1	37,6	-5,3	71,1	+0,5	30,0	+4,0
Valeurs disponibles	39,8	+9,7	36,6	+13,8	48,6	+5,4	53,3	+9,2
Régularisation actif	1,7	+0,4	1,2	-6,1	3,1	+11,5	1,4	+12,1
Total actif	455,7	+2,1	323,7	+0,7	521,1	+2,8	248,9	+2,5
Capitaux propres	266,8	+3,6	189,4	+3,9	276,3	+4,3	110,2	+8,2
Capital individuel initial	189,4	+0,0	150,3	+0,0	188,5	+0,0	74,2	+0,0
Variation du capital initial	68,1	+14,9	38,0	+22,8	85,0	+16,1	28,0	+40,2
Subventions d'investissement	9,4	+4,6	1,2	+8,3	2,8	-8,7	8,0	+4,6
Total endettement	188,7	+0,0	134,1	-3,5	244,5	+1,3	138,5	-1,7
Dettes à long ou moyen terme	120,4	-0,5	81,2	-4,3	153,4	-3,1	77,4	+1,3
Emprunts à court terme	6,4	-3,3	6,4	+4,1	7,9	-11,2	4,9	+9,0
Autres dettes financières à - 1 an	11,1	-9,3	8,9	-32,4	12,6	-12,1	4,3	-1,7
Dettes auprès de tiers	50,9	+4,0	37,6	+8,3	70,6	+17,9	51,8	-6,7
Régularisation passif	0,2	-22,5	0,2	+15,6	0,4	-49,3	0,3	+11,0
Total passif	455,7	+2,1	323,7	+0,7	521,1	+2,8	248,9	+2,5

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Tableau F : Situation financière des exploitations en 2018

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros - Source : SSP, RICA

Tableau de financement simplifié	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
Résultat courant avant impôts	77,1	+60,1	52,7	+10,2	35,8	-17,7	20,8	-8,5
+ Dotation aux amortissements	27,8	+1,8	28,3	+0,7	37,0	-1,4	24,3	-1,3
+ Charges et produits exceptionnels	0,1	+6,8	0,4	-48,0	0,2	-12,2	0,0	+568,0
= Capacité d'autofinancement	105,0	+39,5	81,4	+6,2	73,0	-10,2	45,1	-4,4
- Prélèvements privés	48,1	+3,0	38,4	+0,5	42,0	+3,3	29,1	+3,5
= Autofinancement	57,0	+104,3	42,9	+12,4	31,0	-24,1	16,1	-16,7
+ Cessions d'immobilisations	9,2	+160,5	3,8	-7,8	7,6	-5,3	6,3	-9,8
+ Subventions d'équipement reçues	2,8	-9,6	4,8	+8,5	2,3	+23,4	1,2	+27,1
+ Nouvelles dettes financières	35,7	+1,8	24,4	-7,2	41,9	+11,0	21,7	+6,7
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,4	-95,1	1,8	-45,4	1,3	///	1,5	///
+ Diminution de trésorerie nette								
= Total des ressources	105,0	+41,6	77,7	+2,7	84,2	-3,9	46,9	-0,9
Acquisitions d'immobilisations	38,4	+12,8	38,0	-0,7	44,5	+15,7	25,7	+3,1
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,0	///	0,0	-570,5	-0,3	-106,1	-0,4	-161,2
+ Charges à répartir	0,0		0,0		0,0	-206,8	0,0	///
+ Remboursements des dettes financières	32,8	-4,3	23,3	+5,2	39,7	-4,0	22,8	+0,9
+ Variation des stocks	23,4	///	5,2	///	1,3	-14,3	0,0	///
+ Variation des créances auprès des tiers	4,5	-17,1	-2,0	-125,5	-2,3	///	-5,5	///
+ Variation des comptes de régularisation	0,2	+851,2	0,0	///	-0,2	-243,5	0,1	+3,4
+ Augmentation de trésorerie nette	5,7	-26,1	13,3	+167,1	1,7	-73,4	4,2	+196,4
= Total des emplois	105,0	+41,6	77,7	+2,7	84,2	-3,9	46,9	-0,9
Variation du fonds de roulement net	33,4	///	14,6	+16,5	-0,9	-114,0	-2,7	///
Variation du besoin en fonds de roulement	27,8	///	1,3	-85,5	-2,6	-143,5	-6,9	-177,9
Variation de trésorerie nette	5,7	-26,3	13,3	+167,8	1,7	-73,0	4,2	+204,0
Investissement total	29,2	-4,2	34,2	-0,1	36,5	+12,6	18,9	+2,4
Excédent de trésorerie d'exploitation	72,3	-1,2	74,9	+19,9	75,5	-5,4	52,0	+2,6

Bilan 2018	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	273,3	+1,5	189,6	+4,5	319,2	+1,3	281,1	-0,5
Terrains	93,2	-0,2	23,7	+2,3	25,1	+3,7	40,1	+2,4
Aménagements terrains	1,3	+16,1	3,3	+1,2	1,9	+0,0	1,7	+1,4
Constructions	55,8	+5,2	30,5	+1,1	85,8	+1,8	44,7	-2,4
Installations spécialisées	5,7	-1,6	13,7	+13,8	18,0	+4,0	3,5	+0,7
Matériel	53,8	-0,9	49,9	+3,0	82,2	+0,2	59,5	-1,4
Plantations (y compris forêt)	49,3	+3,1	51,5	+6,6	0,1	+25,9	0,0	+17,3
Animaux reproducteurs	0,4	+7,2	1,6	-2,2	85,5	-0,4	124,3	-0,4
Autres immobilisations	14,0	+3,4	15,5	+6,2	20,5	+6,5	7,3	-0,6
Actif circulant	408,8	+8,9	202,4	+8,7	135,4	+0,2	123,7	-3,0
Stocks et en-cours	286,6	+8,9	43,1	+13,7	67,2	+2,0	73,0	+0,0
dont animaux circulants	0,2	-11,7	0,4	-3,8	29,7	-0,6	49,6	-0,6
Valeurs réalisables	70,5	+7,1	79,0	-1,0	39,9	-4,4	22,0	-19,2
Valeurs disponibles	51,7	+12,0	80,3	+17,3	28,3	+3,0	28,7	+4,9
Régularisation actif	1,8	+9,6	1,7	-2,7	1,8	-10,2	1,1	+8,2
Total actif	684,0	+5,9	393,6	+6,6	456,4	+0,9	405,9	-1,3
Capitaux propres	478,9	+7,8	239,8	+10,0	239,1	+0,4	282,4	-1,1
Capital individuel initial	296,5	+0,0	129,6	+0,0	181,9	+0,0	222,6	+0,0
Variation du capital initial	162,3	+26,4	91,3	+29,3	46,0	+1,0	53,3	-5,9
Subventions d'investissement	20,2	+4,1	18,9	+5,6	11,2	+5,1	6,4	+4,0
Total endettement	204,9	+1,6	153,7	+1,7	217,1	+1,5	123,4	-1,7
Dettes à long ou moyen terme	105,6	+2,8	83,9	+1,5	155,0	+1,6	84,8	-1,6
Emprunts à court terme	9,6	-0,5	2,7	-8,0	5,9	-3,6	3,0	+12,2
Autres dettes financières à - 1 an	14,0	-0,1	7,4	-2,8	8,8	-4,8	6,5	-28,6
Dettes auprès de tiers	75,8	+0,5	59,7	+3,1	47,5	+2,9	29,1	+5,5
Régularisation passif	0,1	-38,7	0,1	-29,6	0,1	+103,0	0,1	-16,0
Total passif	684,0	+5,9	393,6	+6,6	456,4	+0,9	405,9	-1,3

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Tableau F : Situation financière des exploitations en 2018

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros - Source : SSP, RICA

Tableau de financement simplifié	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture, polyélevage	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
Résultat courant avant impôts	30,1	+3,9	27,9	-59,9	40,2	-3,8	36,4	+7,9
+ Dotation aux amortissements	22,7	+2,0	51,5	-0,5	35,1	+2,4	36,4	-3,1
+ Charges et produits exceptionnels	0,1	+169,5	0,0	-95,9	0,2	///	0,1	///
= Capacité d'autofinancement	52,9	+3,2	79,4	-35,1	75,5	-0,8	72,8	+2,5
- Prélèvements privés	33,0	+1,6	48,7	-28,9	35,6	+12,6	37,9	+27,6
= Autofinancement	19,9	+6,0	30,6	-42,2	39,9	-11,0	35,0	-15,8
+ Cessions d'immobilisations	6,1	+63,6	4,7	-11,7	4,7	+21,8	7,2	-4,0
+ Subventions d'équipement reçues	2,2	-2,2	1,9	-64,4	3,3	-25,2	1,4	-6,2
+ Nouvelles dettes financières	20,5	+7,7	78,7	+4,6	34,7	-22,4	36,5	+2,1
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,7	-94,7	5,5	+54,8	-4,5	///	2,9	///
+ Diminution de trésorerie nette			20,1					
= Total des ressources	49,4	+7,5	141,4	-3,0	78,0	-20,3	83,0	-4,3
Acquisitions d'immobilisations	31,2	+17,3	59,1	-3,1	41,7	+0,7	42,1	+22,4
+ Augmentation des animaux reproducteurs	-0,4	-1 232,9	-0,4	///	-0,2	-118,7	-1,6	-283,2
+ Charges à répartir	0,0	-53,4	0,0		0,0	-199,2	-0,1	///
+ Remboursements des dettes financières	17,4	+3,9	76,7	-0,3	36,7	-10,4	37,6	-1,4
+ Variation des stocks	0,8	///	4,6	+387,1	-0,6	///	3,1	-10,0
+ Variation des créances auprès des tiers	-4,5	///	1,6	///	-4,6	-256,6	-3,0	///
+ Variation des comptes de régularisation	0,2	///	-0,2	-150,5	0,2	-117,5	0,2	///
+ Augmentation de trésorerie nette	4,7	-21,1			4,9	-44,7	4,8	-74,5
= Total des emplois	49,4	+7,5	141,4	-3,0	78,0	-20,3	83,0	-4,3
Variation du fonds de roulement net	0,5	///	-19,5	-472,1	4,3	-79,3	2,1	-89,3
Variation du besoin en fonds de roulement	-4,2	-217,9	0,5	///	-0,5	-144,5	-2,6	-111,0
Variation de trésorerie nette	4,7	-21,3	-19,9	-211,1	4,8	-44,5	4,7	-74,7
Investissement total	24,7	+2,8	54,0	+1,0	36,7	-2,2	33,3	+24,3
Excédent de trésorerie d'exploitation	56,6	-0,4	77,9	-40,4	77,1	+12,4	76,2	+9,4

Bilan 2018	Viticulture		Porcins		Volailles		Polyculture, polyélevage	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	194,4	+3,2	415,9	+1,1	243,8	+2,0	293,4	+0,6
Terrains	28,7	+1,0	25,0	+12,2	20,5	+3,5	39,7	+8,1
Aménagements terrains	1,3	-8,9	3,8	-5,2	2,9	+27,3	2,8	-1,7
Constructions	45,2	+5,5	194,6	+1,9	108,9	+1,6	58,8	+0,9
Installations spécialisées	8,3	+5,2	15,0	+0,5	16,3	-7,4	11,8	-1,3
Matériel	60,1	+6,3	93,1	-2,2	69,0	+3,3	85,7	-1,7
Plantations (y compris forêt)	0,0	-2,9	0,0	+8,2	0,8	+6,5	4,2	+13,5
Animaux reproducteurs	44,7	-0,8	50,8	-0,8	12,7	-1,9	64,9	-2,4
Autres immobilisations	6,1	-0,6	33,6	+3,2	12,8	+8,3	25,6	+4,0
Actif circulant	97,5	-1,5	254,8	+0,3	116,3	-1,4	180,9	+2,5
Stocks et en-cours	31,6	+2,6	193,7	+2,5	42,3	-1,5	90,2	+3,6
dont animaux circulants	12,8	+1,1	130,6	-0,8	24,1	-7,7	31,9	-1,9
Valeurs réalisables	29,3	-13,6	36,5	+4,3	38,7	-11,6	45,1	-6,4
Valeurs disponibles	36,6	+6,7	24,6	-18,2	35,2	+12,9	45,6	+10,7
Régularisation actif	0,9	+41,8	4,0	-1,9	2,3	+3,3	1,7	-5,0
Total actif	292,8	+1,7	674,7	+0,8	362,4	+0,9	476,1	+1,3
Capitaux propres	182,6	+1,9	208,2	-7,4	125,1	+9,8	264,7	+1,8
Capital individuel initial	138,9	+0,0	173,0	+0,0	84,2	+0,0	191,3	+0,0
Variation du capital initial	33,8	+9,4	21,8	-43,4	28,6	+50,6	66,1	+7,5
Subventions d'investissement	9,9	+6,0	13,4	-0,5	12,3	+14,2	7,3	+2,2
Total endettement	110,2	+1,2	466,4	+4,9	237,2	-3,2	211,3	+0,7
Dettes à long ou moyen terme	77,3	+3,9	295,9	-0,4	172,2	-0,6	139,9	+0,1
Emprunts à court terme	2,0	+10,7	19,2	+19,7	4,9	-17,2	6,0	-16,8
Autres dettes financières à - 1 an	5,3	-31,7	67,4	+27,4	12,2	-9,5	12,2	-3,4
Dettes auprès des tiers	25,5	+2,7	83,9	+7,0	47,9	-8,7	53,3	+5,9
Régularisation passif	0,0	+74,2	0,1	+265,3	0,1	-57,3	0,1	-57,3
Total passif	292,8	+1,7	674,7	+0,8	362,4	+0,9	476,1	+1,3

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA PROSPECTIVE

3 rue Barbet de Jouy
75349 PARIS 07 SP
<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Catherine Fresson-Martinez
Composition : SSP
Impression : AIN - Ministère de l'Agriculture
Dépot légal : à parution
ISSN : 1760-8341
© Agreste 2019

N° 2019-7 - Décembre 2019

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Secrétariat général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr